

Traité touchant la suppression de la mendacité et l'administration des pauvres dans la ville d'Anvers.

Publication/Creation

Anvers : Chez J. Grangé, 1780.

Persistent URL

<https://wellcomecollection.org/works/x7jctgwj>

License and attribution

This work has been identified as being free of known restrictions under copyright law, including all related and neighbouring rights and is being made available under the Creative Commons, Public Domain Mark.

You can copy, modify, distribute and perform the work, even for commercial purposes, without asking permission.



Wellcome Collection
183 Euston Road
London NW1 2BE UK
T +44 (0)20 7611 8722
E library@wellcomecollection.org
<https://wellcomecollection.org>

TRAITE

4

TOUCHANT

LA SUPPRESSION

DE LA

MENDICITÉ

ET

L'ADMINISTRATION

DES PAUVRES

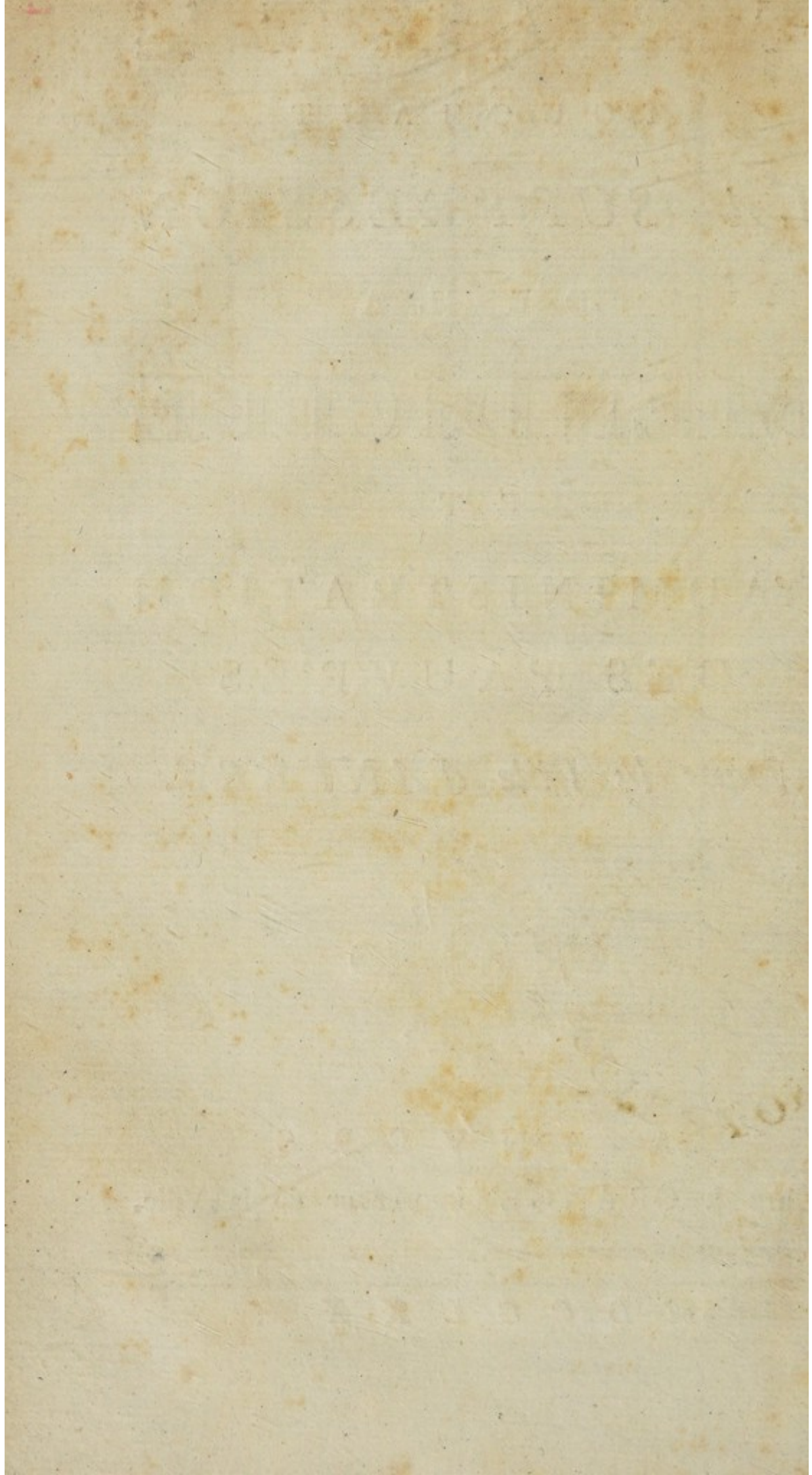
Dans la Ville d'ANVERS.



Chez J. GRANGE' Imprimeur de la Ville.



M D C C L X X X.





AVANT-PROPOS.

LEs inconveniens de la Mendicité ont de tous temps & en tout Etat policé excité l'attention du Législateur.

A peine Philippe le Bon avoit-il commencé à donner une forme stable au Gouvernement de ses Etats dans les Païs-bas , qu'il songeât à reprimer la Mendicité par son Edit du 14 Aout 1459.

Ce fût dans ces Païs la première Loi sur cet objet: cette Loi en fit naître successivement d'autres, de façon, que toutes celles, qui sont émanées depuis sur cette matiere de la part du Souverain & des Magistrats, feroient un Code assez volumineux.

Les Souverains des autres Etats en Europe , eurent la même attention ; par tout on vit des Statuts contre les Mendians, & nulle part on ne pût avec succès extirper la Mendicité.

(a) Plusieurs Etrangers aiant demandé les Réglemens & les différentes pieces concernant le nouvel Etablissement pour les Pauvres, & ensuite témoignant du regret de ce que ces pieces étoient en Flamand, un des Commissaires pour les Pauvres en a fait la Traduction, & a cru devoir y ajouter cet Avant-propos en forme d'introduction, pour faire connoître toutes les parties qui concourent à la nouvelle Administration.

C'étoit un mal, qui s'obstinoit contre les remèdes, parceque les remèdes n'étoient que des palliatifs, incapables d'en détruire la racine.

On envisagea la Mendicité comme un crime qu'on punissoit par prison, exil, flétrissure, & l'on ôta l'idée du crime en permettant de mendier aux vieillards, aux infirmes & aux personnes surchargées d'enfans.

L'enfant élevé dans la Mendicité par des parens appuyés d'une telle loi, inhabile au travail pour le moment que son âge ne lui permettoit plus de mendier, se vit dans la nécessité de commettre le crime & d'enfreindre la loi pour pouvoir subsister.

On sentit cette contradiction, & dans quelques païs on voulut y remédier par des hôpitaux dont les fraix immenses absorberent le patrimoine des Pauvres, & les dépenses n'en purent être supportées par les habitans des villes où ces hôpitaux avoient été construits.

Ce furent ceux d'Yverdun (a) petite ville dans la Suisse qui dans cette matière faïsirent les premiers, les vrais principes de la Législation.

Ils connurent que les causes du mal étoient l'oïveté & le besoin: pour remède, ils obligèrent les Pauvres valides au travail & secoururent les autres à proportion de leurs nécessités.

Après une telle Loi ils pouvoient statuer avec
raison

(a) En l'année 1760.

D'autres villes de la Suisse ont suivi cet exemple.

raison qu'en tous les cas la Mendicité étoit un crime ; par ce moyen ils pouvoient inspirer à leurs Pauvres l'horreur pour ce vice avec l'amour pour le travail, qui devoit les en garantir.

Et au lieu de ces directions couteuses, au lieu de ces édifices d'ostentation, ils trouvèrent dans l'amour de leurs Citoyens une Administration simple & gratuite, & dans les cabanes de leur ville la demeure, où le Pauvre conservant ses anciens foyers pût jouir ensemble & de son entretien & de sa liberté.

Un Citoyen d'Ath crût que sa petite ville étoit susceptible des mêmes arrangemens & non content d'y voir (a) une Administration moulée sur ces vrais principes, il eût le zèle de composer deux petits Traités pour mettre en son jour les défauts de la Législation de nos Peres, pour vaincre nos préjugés & pour prouver que ces principes devoient de même être suivis dans tout Etat & dans toute grande Ville, & il en démontra la possibilité.

L'exemple d'Ath fut suivi par le Magistrat de Courtrai (b), de Bruges(c), & de Tournai(d), enfin la Ville de Gand (e), une des plus grandes & des plus peuplées de ce Païs fit voir qu'il n'y avoit point d'obstacle qui pût faire suspendre l'exécution d'une Législation si salutaire.

(a) Cette Administration commença à Ath l'année 1772.

(b) En 1774.

(c) En 1776.

(d) En 1777.

(e) En 1777.

Le Prince de Starhemberg généralement respecté dans ces Provinces pour son intégrité , sa justice & son attachement au bien public ; ce Ministre éclairé ne contribua pas peu à l'Etablissement inopiné de ces Administrations ; encourageant les uns , protégeant les autres : il en fit connoître l'utilité & fit comprendre combien ce changement devoit être agréable à notre Auguste Souveraine, Princesse tant chérie , & vraie Mere de ses Sujets , & à ce Fils Auguste , qui partageant avec elle la Souveraineté, ne desire que le bonheur de tous en général en faisant celui de chacun en particulier.

Cependant après l'exemple de la Suisse & d'Ath , la Flandre seule jusqu'ici avoit eu le courage d'entreprendre cet Etablissement ; le Brabant jaloux formoit des desirs , mais étoit retenu par la crainte du succès.

Enfin Anvers qui se trouvoit dans une situation (a)
à

(a) Voici la situation dans laquelle se trouvoit Anvers , lorsqu'on songeoit au nouvel Etablissement des Pauvres.

On compte dans cette ville environ 60 mille ames , dont plus d'un cinquième sont pauvres , & doivent être secourus : cette ville depuis la décadence de son commerce en est redevable à deux causes , savoir au grand nombre des Fondations érigées dans des temps plus propices , & à l'établissement de quelques Fabriques , telles que les Fabriques de soie , de coton , de dentelles , de diamans & autres , dont la main d'œuvre est à bas prix ou souvent interrompue.

Malheureusement ces Fondations & le loyer modique de nos petites cabanes ont attiré ici grand nombre des pauvres étrangers , & ont maintenu dans l'oisiveté & fainéantise nos
pauvres

à y devoir songer , la dernière tenta l'entreprise & se roidit contre les obstacles.

Elle ne craignit ni le nombre prodigieux de ses Pauvres , dont l'entretien devoit absorber des sommes immenses , ni l'aspect de cette populace dont Anvers abonde , qui accoutumée à vivre dans une licence effrénée ne travaille que pour suffire à sa crapule , & veut être secourue pour tout autre besoin.

Malgré toutes ces considérations le Magistrat par zèle pour le bien public , par amour pour sa Souveraine & par cette confiance qu'un
Gou-

pauvres internes dont le nombre est tellement accru , que le besoin excède de beaucoup le montant de ces Fondations.

De façon que les fonds destinés pour la distribution hebdomadaire qui se faisoit à la Chambre des Pauvres aux nécessiteux non mendiants étant depuis plusieurs années considérablement diminués , il se trouvoit qu'il ne restoit plus pour ces distributions qu'environ quatorze mille florins par an , tandisque la distribution montoit à trente-deux mille florins.

Les Fabriques susmentionnées fournissent à la plupart le seul nécessaire pour chaque individu & non pas au besoin des enfans , & par conséquent , dès que l'ouvrier est désœuvré pour quelques jours , soit par maladie ou défaut de travail , ou dès qu'il a plus de deux enfans il doit être secouru.

Notre populace est très-adonnée à l'oisiveté & à la boisson , & la corruption des mœurs se communique aisément parmi eux , à cause de ce que leurs habitations sont ramassées dans certains Quartiers de la ville , ce qui fait que le mauvais exemple de quelques-uns entraîne la débauche des autres.

On peut se faire une idée du grand nombre de nos Pauvres , quand on considère qu'il se trouve à Anvers le triple de ce qu'il y en a à Gand.

Aussi à Gand le besoin pour leur nouvelle Administration ne monte qu'à trente mille florins par an , & le nôtre à cent mille , non obstant nos Fondations immenses.

Gouvernement modéré & sage inspire toujours ; le Magistrat d'Anvers , dis-je , commença à extirper la Mendicité vers la fin de l'année 1779.

Il y avoit dans cette Ville une menſe des Pauvres poſſédant un fonds conſidérable & adminiſtrée par les principaux Citoyens.

On laiſſa ſubſiſter cette Adminiſtration ſeulement en partie.

En Flandre on avoit conſervé en leur entier les Tables du Saint-Eſprit , & l'on ſ'étoit attaché particulièrement aux Mendians , ce qui rendoit l'opération beaucoup plus facile.

Mais elle étoit moins parfaite à cauſe , qu'au moment de la ſuppreſſion de la Mendicité la claſſe des Mendians ſe trouva confondue avec les autres Pauvres , dont il reſulte , qu'il eſt impoſſible que les deux Adminiſtrations reſtent ſéparées ſans inconvenient , la ſéparation n'étant établie que ſur une différence idéale d'objets , ſur une différence qui n'exiſte plus.

Cette conſidération & d'autres raiſons fondées ſur les arriérages annuels de la Chambre des Pauvres firent qu'à Anvers on combina l'ancien patrimoine des Pauvres ſous l'ancienne Direction avec la nouvelle Adminiſtration , & qu'on régla que l'excédent de l'une ſerviroit de renforcement à l'autre.

De cette manière l'Adminiſtration des Pauvres à Anvers eſt diviſée en deux corps , qui ſ'entraident mutuellement.

Ce corps des Aumôniers consiste en ^(a) dix personnes, dont le service gratuit dure cinq ans; tous les ans on en choisit deux nouveaux des plus respectables & des plus aisés de la ville.

Leurs Fonctions sont

1. De faire la quête dans les Eglises & d'avoir la direction des capitaux & des biens-fonds des Pauvres.

2. Ces Aumoniers ont soin des enfans trouvés & des pauvres orphelins en plaçant les uns à la campagne, les autres dans des maisons des pauvres, destinées pour cet usage.

3. Ils ont encore sous leur direction une maison d'imbecilles, contenant ordinairement près de 200 personnes.

4. ^(b) Ils fournissent des chemises aux vieillards septuaginaires des deux sexes & les langes pour emmailloter les enfans.

5. Il y a dans la ville 31 Maisons de Fondations, qui la plupart dépendent des Aumoniers & où les Pauvres ont le logement & une partie de leur entretien.

6.

^(a) Il y a encore 40 Sous-aumoniers pour faire la quête dans les Eglises subalternes, leur service est aussi gratuit.

Les Aumoniers ont aussi sous eux deux Receveurs gagés, aussi trois employés pour faire leurs commissions & messages.

Et comme les pauvres prisonniers criminels sont secourus de la part des Aumoniers, il y a 7 personnes qui font la quête à cette fin dans les Eglises.

^(b) La nouvelle Administration fournit aussi des chemises & pourvoit aux autres besoins suivant l'exigence des cas.

6. Pour les malades il y a un Hôpital où les hommes & les femmes séparément sont soignés par des Religieuses , & l'une année portant l'autre cet Hôpital reçoit 1300 malades.

Ceux qui ne sont pas assez malades pour être placés à l'Hôpital ou qui sont hors d'état de pouvoir être transportés sont soignés par (a) six Médecins & six Chirurgiens qui sont distribués dans la ville en six Quartiers différens.

Ces Médecins & Chirurgiens ont des gages de la part des Aumoniers & un ancien Aumonier en a la surveillance de même que de l'Apothicairerie, les drogues étant délivrées aux Pauvres gratuitement.

7. Il y a en outre un (b) Accoucheur des Pauvres payé par la ville & un Chirurgien pour les hernies payé par les Aumoniers, pour la cure ainsi que pour les bandages.

Tout cela étoit à peu près dans cet ordre avant la nouvelle Administration & on a laissé subsister la Direction des Aumoniers dans cet état sous le titre de la Chambre des Pauvres avec quelques modifications, qu'exigeoit le nouveau plan, tandis qu'on a donné au nouvel Etablissement le titre de nouvelle Administration des Pauvres.

(a) Il en est fait mention à l'Article 17 du Placard de Sa Majesté à la fin de ce Traité, Chapitre 4, § 4, & dans le Règlement, Chapitre 3, § 1 & 2.

(b) Les Aumoniers payent aussi une petite gratification aux Sages-femmes pour chaque Accouchement des Pauvres auquel elles assistent.

Ce nouvel Etablissement a été précédé par une division de la ville en 32 , ensuite en 34 Quartiers, comme se verra par ce petit Traité auquel ceci sert de Préface.

Dans cette Préface on a cru devoir entrer dans un certain détail concernant la fonction de ceux, qui composent la Chambre des Pauvres, afin qu'en le combinant avec ce qui est amplement décrit dans ce Traité touchant la fonction de ceux, qui composent la nouvelle Administration, on puisse juger que rien n'a été négligé de ce qui peut contribuer au soulagement des Pauvres ni de ce qui peut maintenir à leur égard la bonne police & bannir l'oïfiveté.

Pour parvenir d'autant mieux à cette fin & rendre la charge des Commissaires moins onéreuse, l'on a jugé comme on verra dans ce Traité qu'il falloit 102 Ecclésiastiques, 102 Seculiers & 2 Trésoriers (a) qui tous ont accepté ce service pénible sans aucune récompense, portés uniquement par devoir de Religion & par amour pour le bien public.

Mais ce que l'on ne trouvera pas dans ce Traité, c'est la vraie peinture de ce zèle avec lequel les Commissaires déservent leur emploi.

Indro-

(a) Parmi ces Commissaires il se trouve des Chanoines de la Cathédrale & de la Collégiale, des Magistrats, des Nobles & les plus notables de la ville.

Les Ex-Jesuites font d'un très-grand secours étant presque tous employés.

Introduire parmi les nécessiteux la propreté autant qu'il étoit possible , fournir des bois de lit a un grand nombre des Pauvres , qui couchoient par terre , les consoler dans leurs miseres , les encourager au travail & même leur en procurer , veiller à leur conduite & prévenir les desordres.

Voilà quels furent leurs premiers soins !

A peine la nouvelle Administration avoit-elle commencé , que le Ciel nous éprouva par une maladie très-dangereuse pour ne pas dire épidémique , cette maladie qui a fait tant de ravages en plusieurs contrées de l'Europe se manifesta ici parmi nos Pauvres dans tous les Quartiers de la ville.

L'Hôpital étoit de peu de secours à cause du grand nombre de malades , la plupart durent être secourus dans leurs demeures.

Ce fut là que les Commissaires visitèrent tous les jours ces malades au peril de leur santé & de leur vie , c'est là qu'ils leur procurerent le nécessaire & que , malgré l'infection de l'air , malgré une puanteur insupportable , ils aidèrent souvent à relever ces pauvres gens de leur lit & à les nettoyer.

La prospérité sur la terre fera le prix de leur travaux , & la jouissance du Ciel fera leur récompense.

C'est l'espoir de cette récompense dont notre digne Evêque fût animer tous les cœurs étant lui-même animé d'un zèle ardent pour le succès de cet Etablissement.

Que n'a-t-il pas fait pour en procurer la réussite & pour en démontrer les avantages !

Il l'a exalté en Chaire , il l'a appuyé par ses Lettres pastorales , par ses recommandations aux Prédicateurs & Confesseurs , il l'a soutenu par ses libéralités exemplaires : & ce qui doit rendre cette Administration doublement fructueuse & salutaire c'est que ce pieux Evêque , non content des Instructions , que reçoivent les enfans des Pauvres dans les Paroisses & Chapelles où on les invite par l'amorce des récompenses , il institua encore dans ce même temps un Catéchisme pour les Pauvres plus âgés , qui tous les Dimanches sont instruits des premiers principes de la Religion & de leur devoir.


La petite retribution d'un sol par tête en rend le concours si nombreux , que dans les six Chapelles il s'en trouve au de-là de 2500 , & tel en est le fruit , que tous les Ecclésiastiques conviennent , que parmi les Pauvres le changement des mœurs en si peu de temps est incroyable.

Qui ne reconnoît ici la protection visible du Très-Haut ! Qui ne se flatteroit pas du bon succès de cette entreprise , dont les commencemens sont si beaux ! & qui ne beniroit la main bienfaisante de ces Citoyens généreux , qui en font l'appui.

AVERTISSEMENT.

L'INSTRUCTION & toutes les pièces, qui la suivent, ont été données au Public en Flamand; le Traducteur en les traduisant ne s'est pas cru assujetti à une Traduction littérale, ni à cette précision, que demanderoit la Traduction des Statuts & Ordonnances, si la Traduction devoit avoir force de loi: il s'est contenté de faire connoître les choses sans s'arrêter aux mots ni à l'arrangement des périodes.

On y a joint des Tabelles figurées en petit pour donner une idée de celles dont l'Administration fait usage.



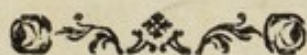
INSTRUCTION

POUR LA NOUVELLE

ADMINISTRATION

DES PAUVRES

Dans la Ville d'Anvers.



CHAPITRE PREMIER.

§. I.

1. **L**A Ville sera divisée en 32 Quartiers , *
auxquels on donnera des noms particuliers ,
par où ils seront connus , & les maisons de cha-
que Quartier seront numérotées & distinguées par
la Lettre ou autre marque du Quartier , dans le-
quel elles sont situées.

2. Cette Administration sera distinguée de celle
de Messieurs les Aumôniers , & partagée en trois
classes de Commissaires , dont la première consis-
tera en Commissaires Quêteurs , la seconde en Com-
missaires Visiteurs & la troisième en Commissaires
Distributeurs ; & afin de remplir convenablement
ces trois classes , on prie Messieurs les Chanoines ,
Messieurs du Magistrat , les Personnes jouissant de
l'exemp-

(*) Les Quartiers N. 31 & 32 sont doublés à cause du
grand nombre de Pauvres , qui s'y trouvent.

l'exemption des Charges personnelles, enfin tous les Notables de cette Ville tant Ecclésiastiques que Séculiers, de vouloir bien s'employer volontairement à ce service, & de ne point l'abandonner, qu'après en avoir averti six semaines d'avance le Commissaire leur compagnon & le Trésorier des Pauvres.

La Fonctïon du Trésorier, des Aumôniers & des Commissaires consistera en ce qui suit.

A U M O N I E R S.

§. 2.

1. **L'**On ne portera aucun changement à cette charge, à la seule reserve, que les Aumôniers ne seront plus tenus de faire la Quête par la ville pour les pauvres Prisonniers, ni chargés d'aucune distribution dans la Chambre des Pauvres.

2. Les Aumôniers seront obligés ainsi que les Administrateurs de la Table du St. Esprit, d'envoyer aux Commissaires respectifs de la Visite une Liste, qui renferme le nom & l'habitation de ces personnes, qui jouissent de quelque Fondation pieuse ou Aumône, & lorsqu'à cet égard il arrive quelque changement, d'en donner part également aux dits Commissaires.

3. Et si le Commissaire Visiteur trouve, que quelqu'un jouit d'une Fondation, sans être dans un besoin réel, ou qu'il s'en feroit rendu indigne par son mauvais comportement, en ce cas le Collateur,

lateur , en étant averti comme il sera dit ci-après §. 4 Art. 8 , fera obligé d'en donner la Collation à un autre.

4. Les Aumôniers continueront , comme ci-devant , à procurer les Médecins , Chirurgiens & Médicamens , à fournir les cercueils , bandes herniaires & autres secours semblables , ils resteront également chargés du soin de mettre en pension les enfans trouvés , les orphelins & autres enfans qui par leur grand nombre sont trop à charge de leurs parents.

5. Mais à l'égard de ces enfans les Aumôniers feront obligés d'en faire part dans 24 heures au Commissaire Distributeur du Quartier , dans lequel ils demeuroient.

6. Ils passeront aussi annuellement leur compte comme de coutume , & en payeront la solde au Trésorier des Pauvres.

7. Ils tiendront un compte * séparé des nouvelles Levées d'argent , qu'ils feront & laisseront accroître ce fonds pour secourir d'autres fonds qui dépérissent.

8. Les huit plus anciens Aumôniers feront tous les six mois (savoir dans le mois d'Avril & d'Octobre) une Visite générale dans les 32 Quartiers de la ville (en sorte que chacun d'eux en aura quatre) & régleront alors , chacun en ses Quartiers ,

Touchant
cette Visite
voyez ci-
après Chap.
2. §. 2. Art.
5.

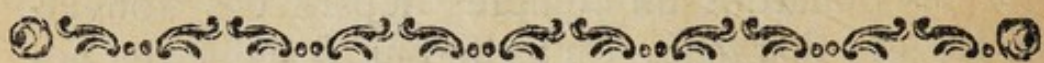
* Ce sont des Capitaux , qu'on dépose chez les Pauvres & dont la menſe des Pauvres paye un intérêt modique , & ſans être obligée , rembourſe le capital quand on le demande.

tiers, l'assistance qui sera donnée pour les six mois
 suivans aux Pauvres respectifs, qui s'y trouvent,
 Liste N. 1. dont ils tiendront notice sur une Liste imprimée,
 qu'on a formée à ce dessein.

9. En cette Visite ils seront accompagnés par
 un des Commissaires Visiteurs & un des Com-
 missaires Distributeurs de chaque Quartier respec-
 tif, afin de prendre les résolutions entre eux trois
 par pluralité de voix, & de fixer la taxe.

10. De quelle taxe les dits Aumôniers seront
 obligés d'envoyer aux Commissaires Visiteurs avant
 Liste N. 1. le premier Mai & le premier Novembre de cha-
 que année, deux Listes de leur Quartier respectif.

11. Les susdits Aumôniers seront obligés aussi
 d'envoyer chaque fois au Trésorier des Pauvres le
 montant de la Taxe de chaque Quartier, & le
 Listes N. 7. mettront sur la Liste générale, qui tous les 6
 Mois leur sera délivrée à temps de la part du
 dit Trésorier.



COMMISSAIRES QUETEURS.

§. 3.

1. **C**haque Quartier aura deux Commissaires
 Quêteurs, l'un Ecclésiastique & l'autre Sé-
 culier; & quoiqu'une seule personne pût suffire
 pour cette charge, on en a mis deux pour leur
 assistance mutuelle.

2. La fonction de ces Commissaires est, d'aller
 ensemble tous les ans dans la Semaine Sainte dans
 toutes

toutes les maisons de leur Quartier , demander l'Aumône , & d'annoter les maisons , où ils feront priés par les habitans de ne pas venir par semaine (dont ils tiendront notice pour qu'ils passent ces maisons , lorsqu'ils font leur Quête de semaine) & d'y venir au temps , qui leur sera déterminé ; ils seront tenus cependant d'y aller au moins une fois par mois , & même dans la premiere semaine complete de chaque mois.

3. La Quête sera faite une fois par semaine , par un des dits Commissaires dans les autres maisons du Quartier.

4. Un d'eux , comme ils conviendront , fera Caissier , à qui le Trésorier des Pauvres délivrera un modele imprimé , sur lequel il dressera son compte , & l'autre Quêteur son Compagnon sera obligé de lui remettre tout ce qu'il recevra. Liste N. 2.

5. Le Commissaire Distributeur sera tenu de délivrer tous les mois au dit Quêteur-Caissier une Liste des Aumônes , qu'il aura à distribuer pour ordinaires pendant ce mois , ainsi que de celles , qu'il aura distribué pour casuelles pendant le mois passé , dont le montant lui sera satisfait sans délai par le Quêteur-Caissier , & porté en compte. Liste N. 6.

6. En cas que le Commissaire Distributeur n'aime point d'être en avance de deniers pour les aumônes casuelles du mois prochain , il sera permis au Quêteur-Caissier de lui avancer des deniers selon les circonstances des cas.

7. Le dit Commissaire Quêteur (sa caisse n'étant pas suffisante) s'adressera au Trésorier des Pauvres ;

Liste N. 2.
servant de
Formule
pour le
compte.

vres; * auquel il fera aussi tenu d'envoyer tous les fix mois, savoir aux mois de Mars & de Septembre son compte dûment foldé, de lui en remettre la folde, si celui-ci excède le montant des distributions ordinaires de deux mois; autrement il le gardera & en fera débité sur son compte.

8. Si le Commissaire Quêteur ou les Commissaires Visiteurs ou Distributeurs découvrent des Pauvres nécessiteux d'une telle condition, qu'il ne convient pas, qu'ils soient assistés par le Commissaire Distributeur, il fera du devoir du Commissaire Quêteur de les assister & de leur porter l'aumône en secret avec préalable connoissance d'un des Commissaires Visiteurs & Distributeurs du même Quartier, lequel déboursement le Commissaire Quêteur portera dans son compte en une seule somme pour chaque mois, en se référant à une notice particulière de ce qui aura été distribué à chacun de tels nécessiteux, sans exprimer leur nom, & cette note sera visée par les deux Commissaires, qui auront eû connoissance de cette distribution.

9. Il se tiendra tous les ans pendant la première semaine du mois de Novembre à la Maison de Ville une Assemblée générale des dits Commissaires Quêteurs-Caissiers, à laquelle ils seront convoqués par le Trésorier des Pauvres, pour y traiter des affaires des dits Pauvres, & choisir en même-temps quatre d'entre eux, qui pour cette année seront autorisés conjointement avec le Trésorier, de prendre de telles mesures dans les difficultés, qui se présenteront, comme ils trouveront convenir, comme il sera expliqué au §. 6.

* Touchant le temps de la reddition des comptes, voyez Chapitre 2, §. 2, Art. 4.

10. Etant du département du Commissaire Quêteur d'assister les susdits Pauvres honteux, il sera obligé de faire, pour autant que possible, les fonctions de sa charge par soi-même; & en cas d'empêchement de l'un & l'autre des deux Commissaires Quêteurs, de prier, pour se remplacer, un des Commissaires Visiteurs, afin que tout se fasse avec une telle prudence, que les dits Nécessiteux ne soient connus de personne hormis d'eux.

11. Quand un de ces Commissaires Quêteurs viendra à mourir ou à désister de sa charge, l'autre son Compagnon sera tenu d'en faire part au Trésorier des Pauvres, & de délibérer sur le remplacement à faire, en quoi on fera tout ce qu'on pourra pour contenter le susdit Compagnon; & en cas de quelque différent à cet égard, on tâchera de le décider par l'entremise des quatre Députés.

OBSERVATIONS

Pour les Commissaires Quêteurs.

LEs Commissaires Quêteurs doivent être prudents au sujet de ces Pauvres honteux, qui sont commis à leurs soins, puisqu'il s'en trouvera plusieurs d'entre eux, qui sous prétexte de cette classe tâcheront de recevoir de plus grandes aumônes, qu'ils ne recevraient autrement; c'est pourquoi il leur faudra examiner.

1. Si ces sortes de Pauvres jouissoient ci-devant de quelques aumônes; en cas que non, on examinera si leurs besoins actuels seront de longue
ou

ou de courte durée ; en ce dernier cas leur assistance ne pourra être de conséquence , sur-tout lorsque les aumônes , qu'on leur donnera , seront modérées.

Mais au premier cas , savoir quand on prévoit , que leurs besoins continueront , ils seront adressés aux Commissaires Distributeurs vers le temps que la Taxe prochaine sera réglée , à moins qu'ils ne soient de telle condition comme on l'a observé dans l'Instruction ci-devant.

2. Si cependant il arrive , que ceux qui veulent passer pour des Nécessiteux de la condition susdite , avoient reçu quelque assistance auparavant , ou en jouissent encore pour le présent , on s'informera , de quelle façon cela se faisoit ; si on découvre , que cette assistance leur étoit donnée en secret , en sorte qu'ils n'étoient connus que de leur Bienfaiteur seul , en ce cas le Commissaire Quêteur les assistera.

Mais si on découvre , qu'ils alloient en public quérir eux-mêmes les Fondations pieuses , qui se distribuent dans les Eglises , ou qu'ils reçoivent l'aumône chez des particuliers , de façon qu'ils sont connus de ceux de la maison , de leurs domestiques &c. il faudra les adresser aux Distributeurs vers le temps de la Taxe prochaine comme ci-devant ; en attendant ils leur donneront quelque assistance , sans excéder la Taxe réglée pour les Pauvres ordinaires , si non que pour des causes particulières.

3. Le Commissaire Quêteur agira prudemment en s'adressant au Curé ou Vice-Curé de la Paroisse au sujet des dits Pauvres nécessiteux , tant pour sa propre instruction , que pour savoir d'eux si les dits Pauvres n'en reçoivent point d'assistance.

4. Si

4. Si une personne de condition se trouve dans les circonstances de devoir être secourue par une aumône considérable , on en informera le Trésorier des Pauvres , qui assemblera les Députés à cet égard ; le Commissaire Quêteur cependant aura soin de traiter ce cas avec telle prudence , que le nécessiteux ne soit connu de personne que pour autant que l'instruction susdite & la nécessité le requièrent.

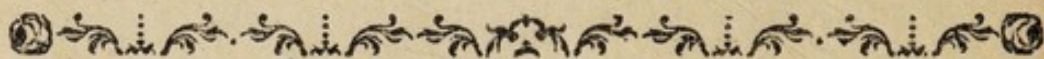
5. Le Commissaire Quêteur s'informera aussi , si les Pauvres nécessiteux , en cas de maladies , ont le Médecin , Chirurgien & l'Apothicaire des Pauvres ordinaires , dont il ne les exemptera pas facilement , à moins qu'il ne jugeât , que par rapport à leur condition ils pourroient en employer un autre.

6. Il ne sera jamais permis au Commissaire Quêteur de donner une aumône des deniers de sa Quête sans l'annoter sur son compte ; mais en cas qu'il reçoit quelque chose avec condition expresse d'en faire la distribution à un ou plusieurs , qui lui seront spécifiés , il lui faudra examiner la Liste du Commissaire Distributeur ; & si ces personnes profitent de la Distribution du Quartier , il avertira le dit Distributeur , pourqu'il leur re-tranche pro rata la Distribution de Semaine ; & tout ce que le Quêteur aura reçu ou distribué de cette façon , sera porté sur son compte , sans qu'il en fasse plus de détail , qu'il ne trouve exprimé sur le modele imprimé de son dit compte.

7. Le Commissaire Quêteur s'adressera au Commissaire Visiteur ou Distributeur , pour prendre note des nombres des maisons de ceux , qu'il trouvera

trouvera sur la Liste N^o 1. jouir de la Distribution ordinaire , ou qui auront demandé de l'assistance , pour qu'il passe ces maisons , quand il fait la Quête.

8. Finalement , comme la Mendicité est interdite , & que par conséquent il n'est pas permis de demander l'aumône aux portes des Eglises à l'occasion de Mariages , Baptêmes , sorties des femmes relevées de couches , ainsi qu'à l'occasion d'Enterremens , de Messes pour des Trépassés &c. , les Commissaires Quêteurs ou l'un d'eux , chaque fois que quelqu'un de certaine condition viendra à mourir , se rendra à la Maison de l'Héritier ou des Héritiers de leurs Quartiers respectifs pour y faire les Complimens de Condoléance , comme en cas de Mariages , Baptêmes , Relevées des couches &c. ils s'adresseront à ceux , à qui il appartient , pour y faire les Complimens de Félicitation , afin de recommander à ce sujet les intérêts des Pauvres.



COMMISSAIRES VISITEURS.

§. 4.

1. **E**N chaque Quartier il se trouvera deux Commissaires Visiteurs , l'un Ecclésiastique & l'autre Séculier , lesquels seront sollicités parmi les Principaux ou plus Notables de ce Quartier ou du Quartier voisin : ces Commissaires auront le pouvoir de partager entr'eux leur charge , soit par semaine , soit par mois ; mais il ne leur sera pas permis de diviser leur Quartier , à moins qu'on n'y eût annexé des endroits communément appel-

lés *Gangen* ; en quel cas un d'entr'eux pourra soigner les dits *Gangen*, & l'autre le Quartier.

2. L'on délivrera à chacun de ces Commissaires un modele imprimé, sur lequel ils annoteront les besoins annuels. *Liste N. 3.*

3. Tous les six mois on leur donnera aussi deux Listes des besoins ordinaires, lesquels auront été réglés dans la Visite des Aumôniers, sur lesquelles ils suppléeront les noms de ceux de leur Quartier, qui jouissent de quelque Fondation pieuse. *Liste N. 1.*

4. Ils garderont une de ces Listes, & ils enverront l'autre au Commissaire Distributeur, tant pour son instruction, que pour qu'il ait soin de diminuer pro rata la Distribution de ceux qui jouissent de quelque Fondation, dont il ne feroit pas fait mention dans la Liste de la Taxe fixe.

5. Les dites Listes seront suivies exactement, à moins que de nouveaux accidens ne demandent des assistances particulieres.

6. Un des Commissaires Visiteurs assistera à la Visite générale, qui se fera tous les six mois dans son Quartier par les Aumôniers, comme il est dit §. 2. ci-dessus.

7. La Taxe des besoins ordinaires étant ainsi arrêtée, les Pauvres, qui se trouveront sur la Liste, profiteront des aumônes selon leur Taxe respective dans le Quartier, où ils auront été annotés, durant les six mois de cette Taxe, quand même * ils délogeroient pendant cet intervalle ;

* Ceci a été changé & l'on a trouvé plus commode que ce Pauvre reçoive la distribution marquée sur le Billet N. 9 dans son nouveau Quartier & que le Commissaire Visiteur du nouveau Quartier l'annote sur le casuel jusqu'à la taxe prochaine.

Billet N. 9. mais pour ce qui regarde les besoins casuels, ils seront mis sur la Liste du Commissaire Visiteur du Quartier, dans lequel ils seront entrés, & seront tenus de lui porter un Billet signé du Commissaire Visiteur du Quartier, d'où ils sont sortis, lequel Billet contiendra leur comportement & ce qu'ils y recevoient pour besoins ordinaires & casuels; à quelle fin on procurera des modeles imprimés aux Commissaires respectifs.

Liste N. 4. 8. L'on donnera aussi au Commissaire Visiteur une Liste, d'où il formera la susdite Liste des six mois, & sur laquelle il annotera tous ceux de son Quartier, qui profitent de quelque Fondation; & en cas que jouissant de plusieurs, ils reçoivent au delà de leur besoin ou abusent de ce qu'ils reçoivent, le Commissaire Visiteur en conférera avec le Quêteur-Caissier & avec celui des Commissaires Distributeurs, qui se charge le plus souvent de la Distribution, lesquels trois Commissaires (deux d'entre eux étant d'accord) signeront le Billet imprimé, qu'ils enverront au Collateur, pour qu'il donne la Collation à un autre Nécessiteux, * comme il sera obligé de faire, dès qu'il sera averti de la façon susdite, & dont il fera part au Commissaire Visiteur du Quartier tant de celui, à qui on vient de l'ôter, que de celui, à qui on vient de la donner. Le Distributeur des Fondations pieuses fera obligé également, soit pour le présent, soit pour l'avenir, à chaque nouvelle Collation, d'en donner part aux Commissaires Visiteurs des Quartiers respectifs de ceux, à qui on aura donné des Fondations pieuses, pour qu'il ne s'y glisse aucune connivence à cet égard.

* Voyez ci-après l'Ordonnance du 9 Août 1779 Art. 19 & 20, le Placard du 30 8bre 1779 Art. 10 & 11, & l'Ordonnance du 3 Juillet 1780. Art. 5.

9. Lorsqu'un Nécessiteux , jouissant d'une Fondation , va demeurer dans un autre Quartier , il en informera tout de suite le Commissaire Visiteur de son ancien , ainsi que celui de son nouveau Quartier , & celui-ci en fera part au Collateur , ce qu'il fera aussi quand un tel Nécessiteux viendra à mourir.

10. L'Assistance , qui devra être portée à un Nécessiteux pour besoins casuels , sera réglée toutes fois par un des Commissaires Visiteurs ; à quelle fin le Nécessiteux lui-même , ou quelqu'un de la maison ou du voisinage s'adressera au dit Visiteur à l'heure que ce Commissaire fixera , lequel Visiteur , après un mûr examen , qu'il en fera à la maison du Nécessiteux , enverra un Billet au Commissaire Distributeur , contenant le quantum de l'assistance & le temps qu'il faudra la continuer , ce qu'il annotera sur la Liste mentionnée Art. 2. Lesdits casuels seront réglés , pour autant que possible , par un des Commissaires Visiteurs personnellement , & en cas d'empêchement de tous les deux , par un des Commissaires Quêteurs du même Quartier ; & en ce cas le Distributeur conférera sur ce point , après la première Distribution , avec le Commissaire Visiteur pour meilleure direction d'une telle assistance.

11. Les notes de ce que le Commissaire Quêteur aura donné à des Nécessiteux de certaine Condition , seront vidimées par le Commissaire Visiteur qui aura eu connoissance de ces Distributions.

12. Tous les mois seront aussi vidimées par le Commissaire Visiteur les notices du Commissaire Distributeur touchant la Distribution qu'il aura faite pour besoins casuels , comme il est dit §. 5. Liste N. 5.

13. Au reste on prie les Commissaires Visiteurs d'animer les Pauvres à se donner au travail & de faire tous leurs efforts, pour qu'eux & leurs enfans apprennent de bonne heure l'un ou l'autre métier.

14. Le Compte du Commissaire Distributeur sera examiné & vidimé tous les mois par le Commissaire Visiteur.

15. Lorsqu'un des Commissaires Visiteurs viendra à mourir ou à désister de sa Charge, son compagnon sera tenu de convoquer les deux Commissaires Distributeurs, lesquels entre eux trois délibéreront au plutôt possible sur le remplacement à faire; & celui qu'ils auront engagé, enverra au Trésorier des Pauvres le Billet d'acceptation signé par lui-même.

O B S E R V A T I O N S

Pour les Commissaires Visiteurs.

Il y a plusieurs sortes d'accidens, qui donnent occasion aux Commissaires Visiteurs de secourir les Pauvres.

1. Ils tiendront pour règle générale, de ne pas soigner les Pauvres honteux de certaine Condition, lesquels doivent s'adresser au Commissaire Quêteur, mais ils auront soin de tous les autres, soit annotés, ou non annotés sur la Liste de la Taxe.

2. En cas que parmi les Pauvres ordinaires il y en eût qui deviendroient malades, au point de devoir garder le lit, le Commissaire Visiteur aura soin, qu'ils soient transportés à l'Hôpital, & que pendant le temps qu'ils y seront, il soit apporté quelque assistance à ceux de leur maison, en fai-

fant attention à ce que le malade pouvoit gagner par semaine , & combien par calcul il en faut retrancher pour son entretien ordinaire , lorsqu'il se porte bien ; afin que le Commissaire supplée le reste , comme il le trouvera nécessaire.

3. Si le malade se trouve parmi le nombre de ceux , qui sont annotés sur la Liste de besoins ordinaires , le Commissaire Visiteur ne fera rien donner alors ; mais au contraire le montant de ces besoins (toujours relativement au malade) sera retenu par le Commissaire Distributeur aussi longtemps qu'il se trouvera à l'Hôpital.

4. En cas de blessures ou de maladies , pour lesquelles les dits Pauvres ne pourroient pas être mis à l'Hôpital , il sera du devoir du Commissaire Visiteur de soigner , qu'il soit suppléé ce que les dits malades gagnent moins que quand ils se portent bien ; mais toujours avec prudence , pour qu'ils ne feignent pas d'être malades. Il est encore à observer , que Messieurs les Curés & Vice-Curés ont des Revenus particuliers pour des Pauvres malades de leurs Paroisses , auxquels on peut prendre recours en telles circonstances.

5. La règle , qui est en usage à présent dans la Chambre des Pauvres à l'égard des maillots , qu'on fournit aux pauvres femmes en couche , s'observera encore à l'avenir , de sorte qu'on ne fournira les dits maillots que pour le quatrième enfant & les suivans ; mais si parmi les enfans antérieurs il s'en trouve qui soient déjà parvenus à l'âge de gagner quelque chose , on ne les accordera pas : en cas cependant de jumeaux , ils seront accordés indistinctement : à celles donc , qui se trouveront dans le cas de recevoir le mail-

lot, sera donné un Billet par le Commissaire Visiteur du Quartier, avec lequel on s'adressera à la Chambre des Pauvres, & fera ce Billet, contenant les mots *demi maillot*, signé par le dit Commissaire.

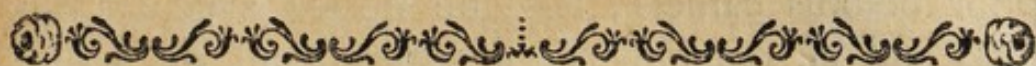
6. Le Commissaire Visiteur les enverra aussi au Commissaire Distributeur pour recevoir de lui un méreau pour la * soupe; & pour ce qui regarde l'ultérieure assistance, dont elles pourroient avoir besoin, le Commissaire Visiteur, en étant informé, aura soin de la faire procurer avec modération.

7. En cas de cessation forcée d'ouvrage, ils seront secourus par le Commissaire Visiteur conformément à la règle de la Taxe ordinaire.

8. Et lorsqu'ils auront besoin de l'un ou l'autre instrument soit de rouet à filer, de devidoir ou carde, ils seront renvoyés au Commissaire Distributeur jusqu'au 1. Novembre prochain; passé quel terme les Visiteurs eux-mêmes en auront soin, faisant attention à ce qui est dit Art. 7, 8, 9 & 10, à l'égard des Commissaires Distributeurs.

9. Et quand le Commissaire Visiteur aura fourni les dits instrumens, il fera ses devoirs, pour que les Pauvres épargnent de leur propre gain, pour autant que possible, le montant de ce que les mêmes instrumens auront coûté; autrement il donnera tous les six mois au Trésorier des Pauvres la notice de ses débourssemens, qui lui seront restitués sans délai.

* On a trouvé, que ces soupes ne convenoient point à des femmes en couche ni à des malades, c'est pourquoi le Commissaire distribue ces méreaux parmi les Pauvres non malades de son Quartier.



COMMISSAIRES DISTRIBUTEURS.

§. 5.

1. **E**N chaque Quartier il se trouvera aussi deux Commissaires Distributeurs, l'un Ecclésiastique & l'autre Séculier, qui seront sollicités d'entre les Principaux ou plus Notables de ce Quartier, ou du Quartier voisin : ces Commissaires pourront s'assister l'un l'autre, comme ils en conviendront entre eux; ils pourront même employer une autre personne en cas d'empêchement. *

2. Au commencement de cette Administration & ensuite tous les six mois ils fera délivré à chacun d'eux par le Commissaire Visiteur une Liste, Liste N. 1. qui contiendra la Distribution à faire, telle qu'elle aura été réglée.

3. Conformément à cette Liste il lui sera payé tous les mois par avance le montant de ce qui sera nécessaire pour un mois entier; à quelle fin il remettra au Quêteur-Caissier son Compte suivant le modèle, qui lui sera procuré, lequel Liste N. 6. Compte contiendra entre autres les déboursemens mentionnés dans l'Article suivant, servant pour le Compte.

4. Le dit Commissaire Distributeur fera aussi tous les mois une notice de tout ce qu'à la réquisition du Commissaire Visiteur il aura payé Liste N. 5. pour

* N. B. Il seroit à souhaiter, que le Commissaire Ecclésiastique voulût se charger le plus souvent de la Distribution, pour instruire les Pauvres de temps à autre avec plus de profit, & les animer à la vertu.

pour besoins casuels, laquelle notice avec les billets, qui en dépendent, il remettra au dit Commissaire Visiteur, qui retiendra ses billets, & signera la notice, pour que sans délai le Commissaire Distributeur reçoive du Quêteur-Caissier le montant de ses déboursemens.

5. Si cependant le Commissaire Distributeur n'aimât pas d'être en avance de deniers pendant un mois entier, il pourra recevoir du Quêteur-Caissier à compte pour les besoins casuels, comme il est dit §. 3 ; & toutes fois après la première Distribution de tels casuels, il conférera avec le Commissaire Visiteur, qui en aura réglé la Taxe, afin qu'ils pussent d'autant mieux prendre leurs mesures pour l'avenir.

6. Les Commissaires Distributeurs feront leurs Distributions tous les Jeudis de chaque semaine, & observeront exactement la Liste ou les Billets, qu'on leur aura délivrés.

7. Ils ne distribueront aucunes Aumônes, ni n'écouteront aucunes sollicitations d'assistance chez eux; mais si pendant leur ronde il parvient à leur connoissance des accidents ou des circonstances, qui leur semblent permettre une diminution, soit de la taxe fixe, soit du secours casuel, ou exiger une augmentation de ce dernier, ils en feront part aux Commissaires Visiteurs, à qui il appartiendra, d'y pourvoir selon les circonstances des cas.

8. Les Commissaires Distributeurs auront soin aussi de faire la distribution des méreaux ou marques pour la soupe, qui se distribue dans les
Cou-

Couvents , lesquels méreaux ils donneront par* préférence aux femmes en chouche , aux malades & aux vieillards.

9. Lorsqu'un des dits Commissaires Distributeurs viendra à mourir , ou désister de sa charge , l'autre son compagnon fera tenu de convoquer les deux Commissaires Visiteurs , lesquels entre eux trois délibéreront au plutôt possible sur le remplacement à faire , & celui , qu'ils auront engagé , enverra au Trésorier des Pauvres son Billet d'acceptation.

OBSERVATIONS

Pour les Commissaires Distributeurs.

1. **L**Es Distributeurs , en faisant la Distribution , auront soin d'animer les Pauvres à la vertu , ils les encourageront aussi à nettoyer leurs maisons & à soigner leurs enfans , & autant que possible les porteront au travail : au reste ils s'informeront , si les parens & leurs enfans fréquentent le Catéchisme , & en cas qu'on y donne des marques pour faire conster , qu'ils s'y sont rendus , ils les leur demanderont , & si ces Pauvres s'en absentent sans raisons valables , ils leur retrancheront quelque chose de leur assistance , fût-ce même d'un jour entier ou plus , si cela arrive souvent.

2. Les Distributeurs prendront garde de ne pas payer pour ceux , qui sont morts ; c'est pourquoi il leur faudra de temps à autre faire comparoître devant eux ceux , en faveur de qui la Distribution se fait.

C

3. Quand

* Voyez ci-devant la notte page 30.

3. Quand celui ou celle, qui gagne la vie pour tous ceux de la maison, est mort, ou se trouve malade, soit à la maison, soit à l'Hôpital, ce sera au Commissaire Visiteur d'y pourvoir.

4. En cas de mort, ou de transportation à l'Hôpital d'une personne qui jouissoit de quelque assistance, cette assistance viendra à cesser, toutes-fois si le convalescent à son retour de l'Hôpital ne pouvoit pas d'abord gagner autant qu'avant la maladie, le Distributeur pourra augmenter pour quelques jours la Taxe ordinaire des deniers qu'il aura retenu pendant la maladie; mais si son incapacité de travailler continue, le Commissaire Visiteur devra le soigner.

5. *Le Distributeur donnera aussi aux malades & aux accouchées de son Quartier les méreaux pour la soupe, qui toutes les semaines lui seront adressés par l'employé de la Chambre des Pauvres.

6. Et comme au commencement de cette Administration il se trouvera plusieurs parmi les Pauvres, qui auront besoin d'instrumens pour le travail, qu'ils entreprendront, il leur sera donné par les Commissaires Distributeurs un Billet signé par eux, sur lequel sera mis leur nom, & le nom de l'instrument dont ils auront besoin, & avec ce Billet, ils s'adresseront au grand Magasin de la Ville, nommé *den grooten Eek-hof*, jusqu'au 1. Novembre prochain.

7. Duquel Billet le dit Commissaire fera une notice particulière: il veillera aussi, pour que les dits Pauvres ne s'en défassent pas, autrement il

* Ceci est changé voyez la note page 30.

les privera de leur assistance ordinaire ou d'une partie d'y-celle, jusqu'à ce qu'on soit en état d'acheter de cette épargne un nouvel instrument.

8. Quand un des dits Pauvres va demeurer dans un autre Quartier, on observera de mettre sur le Billet de délogement, s'il prend avec lui un instrument du Quartier, & s'il est redevable de quelque chose & de combien, pour s'en être défait.

9. Les Commissaires ne donneront pas des roüets à filer à ceux, qui ne commencent qu'à apprendre à filer du coton, ou qui travaillent chez des maîtres appelés communément *Loon & Kelderbaesen*, qui pour une petite retribution fournissent eux-mêmes les roüets nécessaires, & aussi pour les animer à gagner quelque chose au delà de leur tâche pour être en état de les acheter eux-mêmes.

10. Mais quant à ceux, qui savent déjà ce métier & qui travaillent chez eux, soit femmes, qui d'ailleurs doivent soigner leurs enfans, soit hommes, ou autres ouvriers qui tandis que leur travail ordinaire cesse, s'occupent à filer du coton pour leur entretien, à ceux-ci & à des semblables on pourra donner les roüets à filer, les cardes & les dévidoirs, selon qu'il est dit Art. 6 ci-devant.

11. Et comme les dits instrumens ne seront fournis de la part de la ville que jusqu'au 1. Novembre 1779, c'est pourquoi après ce temps les Commissaires Distributeurs auront la bonté d'annoncer de bonne heure aux Commissaires Visiteurs les personnes, qui pourroient avoir besoin d'un de ces instrumens, avec discrétion cependant &
avec

avec prudence, pour que rien ne se fasse à cette égard qu'avec économie & par nécessité.

12. Puisqu'il est fort facile d'apprendre à filer du coton, les Distributeurs auront soin, que ceux, qui ne sont pas trop avancés en âge, apprennent ce métier*, ainsi que ceux, dont le métier ordinaire discontinue quelque fois, ou est de telle nature, qu'il est plus profitable de gagner 3 ou 4 sols par jours en filant du coton. Quant à l'assistance de ces apprentifs, le Commissaire Visiteur la réglera pour les deux premiers mois de leur apprentissage.

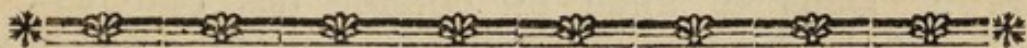
13. Le Commissaire Distributeur tâchera de s'informer, combien un ouvrier diligent de l'un ou l'autre métier est capable de gagner, pour qu'il soit en état de juger, si, lorsque la Taxe est réglée, il n'y est intervenu aucune fraude, laquelle, en ce cas, il lui faudra réparer du consentement du Commissaire Visiteur, comme il est dit §. 5 Art. 7 des Instructions générales, en vertu duquel Article il est bien permis de diminuer, mais aucunement d'augmenter la Taxe ordinaire.

14. Quand le Commissaire Distributeur reçoit des méreaux ou marques pour du pain, à distribuer dans son Quartier, il en retranchera au moins pour $\frac{3}{4}$ la valeur sur la Distribution prochaine; & en cas que quelque charge y soit annexée, comme d'entendre la Messe un jour ouvrier &c., la Fondation sera considérée à cet égard un sol moins, en sorte qu'il lui faudra retrancher autant moins sur la dite Distribution. Or on prie les Commissaires Distributeurs, que, lorsqu'ils font la Distribution de telles Fondations, ils se souviennent de recommander aux Pauvres

* Ou bien celui de devider la soye.

de remplir la charge, qui par le Fondateur y est annexée, & qui par conséquent les oblige.

15. Comme il y en a plusieurs parmi les Pauvres, qui pendant tout le cours de l'année mettent de l'argent à part, pour se divertir en certaines occasions nommées *minnen* ou *kermiffen*; c'est pourquoi les Commissaires Distributeurs tâcheront d'extirper ces fortes d'abus, & de découvrir le Collecteur, dont ils rapporteront le nom & la demeure au second Bourguemaître de cette Ville.



T R É S O R I E R.

§. 6.

1. **O**N priera quelqu'un de fidélité & de capacité fuffifante, que l'on tâchera d'engager à accepter volontairement la charge de Trésorier des Pauvres; on priera encore un second de remplir cette charge fous le même titre en cas de décès, maladie, d'abfence &c. du premier, & pour s'affifter l'un l'autre en toutes occurrences.

2. La Fonction de cette charge fera, de préfider & d'avoir la voix décisive aux Affemblées tant générales que particulières, qui fe tiendront entre les Commissaires Quêteurs & leurs Députés.

3. Il gardera auffi la Caisse générale des Pauvres, dont il rendra compte tous les ans dans le mois de Juin en présence du second Bourguemaître, des 4 Aumôniers de la première & deux-
ième

ième années, & des 4 Quêteurs Députés, lequel compte passera *gratis* à la Maison de Ville, aussi *gratis* quant au Secrétaire de la Ville; & ces neuf Commissaires disposeront alors du folde du dit compte, comme ils trouveront convenir.

4 Au commencement de cette Administration on fournira un fonds suffisant au Trésorier pour avancer le nécessaire aux Commissaires Quêteurs.

5. Sa recette consistera :

- 1° En tous les dons & legs, qu'il recevra.
- 2° Dans le folde du compte des Pauvres, & pour la première fois dans le montant des deniers, qui lui auront été fournis.
- 3° Dans la recette des Quêteurs-Caiffiers des 32 Quartiers de la Ville selon le compte, qu'ils sont obligés de rendre tous les six mois.

Maintenant 34.
Quartiers.

6. Au contraire ses déboursemens consisteront :

- 1° En ce que de temps à autre il aura avancé aux Commissaires Quêteurs, qui n'ont pas des recettes suffisantes.
- 2° En ce que les Quêteurs-Caiffiers porteront tous les six mois dans leurs comptes sous l'article de déboursement.

7. En cas de difficultés les Commissaires s'adresseront au Trésorier, qui, lorsqu'il sera nécessaire, assemblera les 4 Quêteurs Députés, & en cas d'importance il fera avertir à temps l'Aumônier de la deuxième Année du District dit *Coudenberg* de l'heure, que cette Assemblée se tiendra, pour que ceux de la chambre des Pauvres (si bon leur semble) pussent députer deux de leur

leur corps , qui auront voix aussi dans cette Assemblée.

8. Toutes les Listes imprimées , dont on aura besoin , seront fournies de la part de la Ville , & reposeront à la Trésorerie de celle-ci , où un chacun des Membres de cette nouvelle Administration pourra s'adresser pour en avoir.

Ces Listes
reposent
chez le Tré-
sorier des
Pauvres.

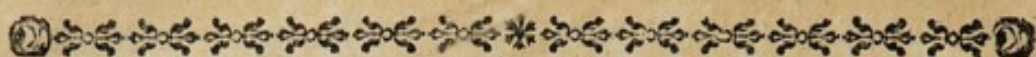
9. Le Trésorier aura un Livre pour chaque Quartier , sur lequel seront annotés tous les noms des Commissaires respectifs du Quartier ; il y fera annoté aussi l'année de l'acceptation de leur charge , ainsi que l'année qu'ils sont morts ou auront désisté.

10. Il aura soin de procurer au Commissaire Quêteur le modèle imprimé pour son compte , Liste N. 2. comme est dit §. 3. Art. 4.

11. Et aux Aumôniers la Liste générale , dont Liste N. 7. il a été fait mention §. 2. Art. 11.

12. Il aura soin aussi de fournir aux Commissaires Quêteurs les deniers nécessaires , en cas que leurs Quêtes ne fussent pas suffisantes , & il lui faudra vidimer leurs comptes , & coöperer à remplir les places vacantes des Commissaires Quêteurs , comme tout ceci est dit §. 3.

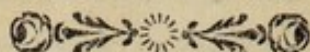
13. Au reste il sera tenu de faire entre les mains du second Bourguemaitre le serment attaché à sa charge , dont la commission lui sera donnée de la part du Magistrat , & il ne pourra désister de cette charge , à moins qu'il n'ait rendu compte de son Administration , & que par un acte par écrit il n'en ait prévenu le Magistrat 6 semaines d'avance.



§. 7.

REGLE PROVISIONNELLE

Pour la Taxe de six mois.



REMARQUE PRELIMINAIRE.

L Es personnes suivantes travaillant tous les jours de la semaine, tant en hiver qu'en été, importunent rarement le public pour avoir de l'assistance, quoiqu'ils aient 4 ou 6 enfans ou d'avantage ; & celles , qui gagnent au delà de 12 fols par jour, paroissent ordinairement avec leurs femmes & leur famille en très-bon état.

		fols.	fols.
Qui gagne 8 fols par jour , vient par semaine à	48 & par jour à 7		
10 - - - - - par semaine	60 - - -	8 $\frac{1}{2}$	
12 - - - - - par semaine	72 - - -	10 $\frac{1}{4}$	
18 - - - - - par semaine	108 - - -	15 $\frac{1}{2}$	
20 - - - - - par semaine	120 - - -	17	
Aide - maçon en été - - par semaine	72 - - -	10 $\frac{1}{4}$	
en hiver - - par semaine	54 - - -	7 $\frac{3}{4}$	
Maçon) en été - - par semaine	120 - - -	17	
Charpentier) en hiver - - par semaine	90 - - -	12 $\frac{3}{4}$	

Et comme la plûpart des pauvres gens s'occupent à filer du coton , & que plusieurs feignent de gagner très-peu par jour à cet ouvrage , c'est pourquoi on observera , qu'un fileur ou une fileuse de coton n'ayant pas d'autres occupations , peut gagner aisément 4 $\frac{1}{2}$ fols par jour.

Qu'il y en a , qui gagnent d'avantage , même quelques-uns 7 ou 8 fols par jour.

Qu'il y en a aussi, qui faute d'adresse ne gagnent que $3\frac{1}{2}$ sols par jour.

Néanmoins on tiendra pour règle, qu'un fileur ou une fileuse de coton, qui n'a point d'infirmités, & qui a exercé deux mois ce métier, peut gagner sa vie.

T A X E.

Pour un aveugle soit homme soit femme, par jour - - - - - 5 sols.

Vient par an à *f* 91 - 5. Ceux-ci doivent être annoncés aux Aumôniers, pour être mis en pension hors de la ville, lorsque l'occasion se présente.



Pour de vieilles gens, qui sont si infirmes, qu'ils sont hors d'état de gagner la moindre chose, en été pour chaque personne par jour - - - - - $4\frac{1}{2}$ sols.

En hiver - - - - - 5.

Pour deux personnes de la même classe demeurant ensemble, soit homme, soit femme ou autres en été - - - - - $7\frac{3}{4}$ sols.

En hiver - - - - - 9



Pour une personne, qui quelque fois, & en certaines circonstances a besoin de secours; mais autrement peut subsister, pour chaque jour, qu'elle est hors d'état - - 4 sols.

Pour homme & femme dans le même cas - - - - - 7

Pour chaque enfant dans le même cas - 2

NOTA. Aux cas susdits il faut examiner, combien gagnent pareilles personnes lorsqu'elles exercent leur métier; or la Taxe doit toujours être moindre que le gain susdit; & par rapport à ce gain on fera particulièrement attention aux Dimanches & jours de Fête, qui doivent être retranchés sur ce gain journalier.



Pour des personnes, qui sont en état de travailler, mais qui n'ont, ni ne savent aucun métier, pour une personne le premier mois par jour - - - - - 4 fols.

Le deuxième mois - - - - - 2

Pour homme & femme dans le même cas ensemble, le premier mois - - - - - 7

Le deuxième mois - - - - - $3\frac{1}{2}$

Pour chaque enfant de la même sorte $1\frac{1}{2}$

NOTA. Les Commissaires observeront, qu'on diminue sur chaque enfant, à raison qu'il commence à travailler; & qu'en cette dernière classe de personnes un ménage entier ne soit jamais taxé au delà de 10 fols par jour.*

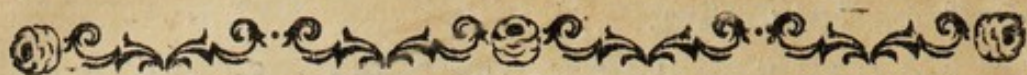
INSTRUCTION pour les Commissaires dans l'Examen à faire, pour former les Listes de la Taxe des six mois.

EXAMEN DES PAUVRES.

1. **O**N annotera le Quartier & le nombre de la maison, où ils demeurent.

* On a établi deux écoles, où les enfans sont instruits gratis, l'une pour les garçons, où on apprend à filer la laine, & l'autre pour les filles, où l'on apprend à filer du lin; les Commissaires peuvent y envoyer les enfans âgés de 8 à 10 ans.

2. Item leur nom.
3. Item le lieu de leur naissance , & s'ils sont étrangers, combien de temps ils demeurent dans la ville.
4. Item leur âge.
5. Item le nombre de leurs enfans & leur âge.
6. Item le métier des parens & des enfans.
7. Item chez qui, ou pour qui ils travaillent.
8. Item combien un chacun d'eux gagne par semaine.
9. Item leur comportement, ou façon de vivre.
10. On demandera à ceux, qui ne travaillent point, la raison pourquoi, soit parce qu'ils sont estropiés, malades ou autrement incapables.
11. On demandera aussi, tant aux Mendians qu'aux Pauvres honteux, combien par semaine ou par mois ils recevoient en mendiant, ou profitoient chez des particuliers, ou de quelques Fondations pieuses, en un mot, de quoi ils vivoient.
12. Item le nom du propriétaire de leur maison, & le loyer de celle-ci.
13. Item s'ils ont des chiens.
14. Les Commissaires Distributeurs s'informeront (en cas de doute) chez les Marchands des dentelles, chez les Maîtresses d'Ecoles & chez tous ceux ou toutes celles, qui ont des ouvriers en leur service, si le gain des Pauvres est juste, comme ils l'ont déclaré, & s'ils ne peuvent gagner d'avantage étant plus assidus au travail &c.



C H A P I T R E S E C O N D.

§. 1.

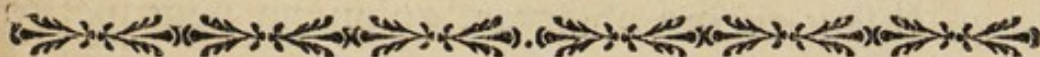
OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

1. **L**Es Commissaires observeront , que personne ne pourra prétendre de jouir des secours de l'Aumône générale , à moins qu'il n'ait eû domicile dans la Ville trois années complètes sans interruption.

2. Et comme il n'est permis à personne , tandis que la Mendicité est interdite , de prendre domicile ici , qu'il ne fasse voir , comment il pourra gagner sa vie , c'est pourquoi on prie les Commissaires d'y veiller particulièrement , & trouvent-ils dans leur Quartier un étranger de basse condition , qui se propose de se domicilier ici , sans avoir de quoi gagner la vie , ou sans avoir autre moyen que celui de filer du coton , ou semblable , d'où selon toutes apparences il résultera , que celui-là aura besoin de secours , ils lui recommanderont de quitter la ville , & s'il est nécessaire , ils en feront part à l'Officier , ainsi qu'au Trésorier des Pauvres , pour à l'égard d'un tel mettre en exécution le pouvoir , qu'on a de demander des lettres de caution.

3. Et puisqu'il se trouve des Nations , Corps de métiers & autres Corps , qui sont pourvus d'une Caisse de Pauvres , on a trouvé à propos de recommander aux Commissaires , en cas qu'il arrive ,
que

que quelqu'un , qui est membre des dits Corps ou des dites Nations , sollicite de l'assistance , de le renvoyer à cette fin chez le Collecteur des aumônes des mêmes Corps ou Nations , & en ayant reçu quelque secours , il le fera constater par un Billet signé du dit Collecteur , afin que le Commissaire , à proportion de cette assistance , diminue celle , qu'il reçoit de l'aumône générale des Pauvres.



§. 2.

OBSERVATIONS ULTÉRIEURES.

DAns la dernière Assemblée des Députés de la nouvelle Administration des Pauvres il a été proposé , combien pour la conservation d'une Œuvre si salutaire il importe , que tous les Quartiers soient administrés d'une façon tout-à-fait uniforme , & que Messieurs les Commissaires , pour autant que possible , soient foulagés dans leur fonction ; après quoi l'on a trouvé à propos , tant à cet égard , qu'à l'égard de prévenir toutes occasions de mécontentement parmi les Pauvres , de prendre les mesures suivantes.

1. On commencera toujours la Distribution selon la Taxe d'été au premier Jeudi du mois d'Avril , & on la terminera au second Jeudi du mois de Novembre , de sorte que la Taxe d'hiver commencera au troisième Jeudi de Novembre & finira au dernier Jeudi de Mars.

2. Et

2. Et puisqu'il arrive rarement, que l'hiver commence sitôt, & dure si longtemps, on prie Messieurs les Commissaires de modérer un peu la Taxe, & d'en retenir quelque chose, lorsque l'hiver n'est pas fort rude, tant au commencement qu'à la fin selon les circonstances des cas; au commencement, pour suppléer tant soit peu pendant le grand froid, & à la fin en faveur de la Caisse générale des Pauvres.

3. Il faut encore observer, qu'on ne peut mettre sur la Taxe d'été que des gens qui par vieillesse, infirmités ou autrement sont incapables de travailler; item ceux, qui sont chargés d'un grand nombre de petits enfans; mais le reste & principalement les personnes non mariées sont assez en état de gagner leur vie en plein été: oui il y en a plusieurs, qui vont travailler hors de la ville & ailleurs pour avoir de plus grands salaires. On en trouvera donc dans la Visite pour la Taxe d'été, qui auront besoin de quelque assistance aux mois d'Avril & de Mai; mais qui pourront subsister le reste de l'été; c'est pourquoi les Commissaires Distributeurs veilleront sur ceux-là, pour diminuer leur Taxe pendant l'été, ou pour la retenir entièrement.

4. Pour faciliter les Comptes, on prie Messrs. les Commissaires Quêteurs de passer leur Compte tous les six mois pendant les deux premières semaines de Mai & de Novembre à l'égard des six derniers mois passés.

5. On commencera à faire la Taxe de l'été *
le

* La Taxe doit se faire selon la primitive Instruction par un Aumônier & deux Commissaires seulement, sans davan-

le premier Lundi du mois de Mars , & celle d'hiver le second Lundi du mois d'Octobre, que l'on continuera sans interruption ; ** & en conséquence de l'Art. 10. §. 2 des Instructions , les Aumôniers porteront à la Chambre des Pauvres les Taxes par eux arrêtées , dont ils procureront à temps deux copies à ceux , qui en ont besoin. Messieurs les Commissaires sont priés de renvoyer les vieilles Taxes à la Chambre des Pauvres.

6. Messieurs les Commissaires Visiteurs sont aussi priés , lorsqu'ils font de nouvelles Listes du secours casuel , d'envoyer les vieilles au Trésorier des Pauvres , à qui tous les Commissaires s'adresseront pour obtenir les Listes & Billets , dont ils auront besoin.

7. Les Commissaires feront servir les Fondations , autant que possible , à la décharge de la Caisse générale des Pauvres , & conformément aux Placards en priveront ceux qui peuvent subsister sans ce secours.

8. Afin de prévenir les abus qui se commettent dans les Fondations pieuses , dont il est parlé Art. 14 des Observations pour les Distributeurs , & de pouvoir traiter cette matiere importante d'une manière stable & uniforme qui ne laisse aucun doute , les Commissaires observeront ce qui suit.

9. Premièrement le pain fondé par livre , qui
se

tage ; savoir , s'il est possible , par ces deux Commissaires , qui ont le plus soigné les Pauvres de leur Quartier durant les derniers mois.

** Sans interruption , afin que les Aumôniers aient assez de loisir , pour achever à temps les copies des Taxes.

se distribue ordinairement à la Chambre des Pauvres, sera estimé le pain de seigle à raison d'un demi-sol la livre, & le pain de froment à raison d'un sol la livre.

Quant au pain, qui se vend à la boutique, comme est celui, que les Boulangers livrent ordinairement, on le considérera en toute sa valeur, sans faire attention, que le douzième sol en est retranché. Le pain selon toute sa valeur étant ainsi réduit en argent, on retranchera sur la Taxe de semaine, comme il suit; & en cas que la Fondation consiste en pain & en argent, on ajoutera la valeur du pain (de la façon susdite) à l'argent; desquelles valeurs combinées on retranchera sur la Taxe de semaine, comme il suit, savoir:

D'une Fondation ou Portion de la valeur de 4 sols & au dessous les Pauvres profiteront 1 sol, & le reste sera retranché sur la Taxe.

D'une Portion au dessus de 4 sols jusqu'à 7 inclusivement les Pauvres auront $1\frac{1}{2}$, le reste sera retranché sur la Taxe.

D'une Portion au dessus de 7 sols jusqu'à 10 inclusivement les Pauvres auront 2 sols, & le reste sera retranché sur la Taxe.

D'une Portion au dessus de 10 sols les Pauvres auront $2\frac{1}{2}$ sols sans davantage, & le reste sera retranché sur la Taxe.

Les Fondations en argent, en pain, en argent & pain ensemble suivent toutes la même règle.

Et en cas que l'obligation d'entendre la Messe y soit annexée, les Pauvres jouiront outre cela d'un sol, de sorte qu'on retranchera un sol de moins sur la Taxe, à moins qu'on n'y pût satisfaire un jour de Dimanche ou de Fête.

10. Et puisqu'on distribue plusieurs méreaux
ou

ou autres marques de 2 escalins avec obligation d'entendre la Messe, sans que le temps soit déterminé, à quelle obligation les Pauvres peuvent satisfaire le Dimanche ou jour de Fête sans être détournés de leur travail, il faut déduire toute la valeur d'un tel méreau sur la Taxe.

11. Pour soulager les Commissaires dans leur fonction touchant les malades & les imbéciles, si les malades sont dans le cas d'être transportés à l'Hôpital, les Commissaires diront à quelqu'un de la famille ou du voisinage, d'y aller solliciter une place; & en cas de refus, cette personne demandera un Billet au Médecin, sur lequel le Commissaire mettra ces mots: *est pauvre*, & le souffignera, avec lequel Billet il enverra cette personne à Monfr. l'Echevin Commissaire de l'Hôpital, sans qu'il soit obligé de faire des démarches ultérieures.

12. En attendant les Pauvres doivent être traités par le Médecin du Quartier, auquel celui, qui a soin du malade, pourra s'adresser en cas de besoin; & s'il arrive, que le Médecin ou Chirurgien vient à manquer considérablement à son devoir, on fera des plaintes à Monsieur le Directeur de la Fondation, * pour le soulagement des Pauvres malades.

13. Au reste les Médecins & Chirurgiens ne sont pas seulement chargés de soigner ceux, qui jouissent de quelque assistance des Pauvres, mais encore ceux, qui hors le cas de maladie ou d'accident vivent de leur travail, de sorte que le Médecin ou Chirurgien, faisant la première visite auprès de ceux-ci, leur ordonnera de s'adresser

D

au

* Pour le présent Mr. Van Scherpenberg ancien Aumônier.

au Commissaire du Quartier, lequel jugeant convenable qu'un tel malade soit soigné à charge des Pauvres, donnera un Billet imprimé, dont on *pourvoira Messieurs les Commissaires, les priant de ne pas les distribuer sans nécessité, mais avec discrétion, afin que l'Apothicaire des Pauvres ne soit pas trop chargée, & que le salaire des Médecins & Chirurgiens ne soit pas retenu par ceux, qui pourroient le payer.

14. Il faut observer, que les Billets susdits ne sont pas nécessaires pour ceux, qui jouissent déjà de quelque assistance, soit ordinaire soit casuelle, puisque le Médecin & Chirurgien doivent les soigner sans Billets.

15. Si les Commissaires trouvent des imbeciles dans leurs Quartiers, ils ne feront qu'avertir la famille ou les voisins, afin qu'ils demandent une déclaration au Médecin du Quartier pour en constater l'état. Le parent ou voisin fera voir cette déclaration au second Bourguemaître de la Ville, qui donnera alors la permission pour l'enfermer à l'hôpital des fous, sans que le Commissaire soit obligé de se donner d'autre soin à cet égard.

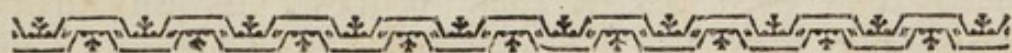
16. Finalement on prie Messieurs les Commissaires de prévenir autant que possible, qu'il ne vienne pas demeurer dans leur Quartier de cette sorte d'étrangers, qu'on prévoit devoir devenir un jour à charge des Pauvres, & en cas qu'ils en trouvent, d'en faire avertir Messieurs l'Ecoutette, le Sous-Ecoutette ou le Trésorier des Pauvres.

17. Pour administrer tous les Pauvres de la Ville sur le même pied, on prie aussi Messieurs les

* Le Formulaire du Billet se trouve page 53.

Commissaires de vouloir suivre exactement les Instructions & Observations, qui sont faites pour cette Administration sans s'en écarter, soit sous prétexte de plus d'avantage pour les Pauvres, plus d'aïfance pour soi-même, ou pour toutes autres considérations quelconques, afin que dans cette Administration il ne s'élève aucun désordre ou mécontentement, & que l'on n'ouvre pas le chemin à l'opiniâtreté, qui est l'origine de la discorde. Pour ces raisons il faut se garder entre autres de faire des devoirs particuliers, pour procurer quelques présens aux Pauvres de son Quartier privativement; on ne veut pas cependant exclure les vieux habits & linges, qu'un Commissaire demande ou obtient dans son Quartier, ni la libéralité d'une personne qui veut faire de son propre mouvement quelque présent, ni quelques cas particuliers, qu'on laisse à la discrétion de Messieurs les Commissaires; mais pour lesquels on les prie de faire attention, de ne donner aucune occasion aux Pauvres du Quartier voisin de murmurer contre les Commissaires, qui ne peuvent leur procurer des choses semblables.

Ainsi arrêté dans l'Assemblée tenue le 19 Février 1780.



CHAPITRE TROISIÈME.

§. I.

INSTRUCTION pour les Médecins des Quartiers respectifs de cette Ville.

- I. **I**Ls seront tenus de visiter & de soigner tous les Pauvres malades de leurs Quartiers dans

toutes leurs maladies , aussi bien ceux , qui demeurent dans les Hôpitaux sous la direction de la Chambre du St. Esprit ou de la Chambre des Pauvres , que les autres nécessiteux ; à quel effet ils vaqueront chez eux tous les jours depuis Pâques jusqu'à la saint Remi depuis 7 heures du matin jusqu'à 8 , & de la saint Remi jusqu'à Pâque depuis 8 heures jusqu'à 9 du matin , tant pour traiter ceux , que la maladie n'empêche pas de sortir , que pour attendre les annonces de ceux , que les infirmités obligent de garder le lit ou du moins la maison , lesquels ils devront visiter à leur demeure le même jour , sitôt qu'il leur sera possible , au moins avant le coucher du soleil.

2. Et comme il arrive souvent , que les Pauvres soient attaqués d'apoplexie ou autre mal subit qui exige un secours immédiat , on recommande à Mrs. les Médecins de visiter & d'aider les Pauvres avec la même attention que s'ils étoient payés , sans qu'ils puissent s'excuser par ce qui est réglé dans l'Article précédent. Or puisqu'il arrive également , que l'on fait venir quelquefois les Médecins sous prétexte d'apoplexie ou maladie pareille sans la moindre nécessité , y ajoutant même des menaces & des injures , ils en feront rapport à Mrs. les Commissaires du Quartier , qui auront soin de punir ces téméraires selon l'exigence du cas.

3. Ils seront aussi tenus d'examiner ceux , qui sont annoncés à la Chambre des Pauvres comme imbeciles , lorsqu'ils y seront requis de la part de Mrs. les Aumôniers , quand même ces personnes ne feroient pas de leur Quartier , & ils devront donner une attestation en écrit de leur état.

4. On procurera aux Médecins des Billets imprimés pour y écrire leurs recettes de la manière suivante :

Ce jour d'hui
Quartier N.
Pour
R

Il leur faudra y suppléer la Recette , exprimer le jour , l'an , la lettre du Quartier , le nombre de la maison , le nom du malade & les signer.

5. Les Médecins donneront ces Recettes à ceux qui jouissent de l'Aumône générale des Pauvres ; & s'il arrive que des personnes , qui n'ont joui jusqu'alors d'aucune assistance , & qui hors le cas de maladie peuvent vivre de leur travail , s'adressent aux Médecins ou aux Commissaires , les Médecins y feront la première visite , & en cas que la maladie ne souffre pas de délai , ils pourront ordonner des Médicamens à charge de l'Apothécairie des Pauvres ; mais s'il n'y a pas de danger , ils les enverront , au moins après la première visite , chez les Commissaires du Quartier , qui s'informeront de leur état pour leur donner un Billet de la teneur suivante , ou pour le refuser selon les circonstances. Et si Mrs. les Commissaires jugent , que ces personnes peuvent s'entretenir & n'ont pas besoin de l'assistance publique , elles devront payer le Médecin pour la visite , qu'il aura faite.

FORMULAIRE DES BILLETS

Pour Messieurs les Commissaires.

Je juge que
Quartier N. peut se servir du
Médecin, Chirurgien & Apothicaire des Pauvres.
signé
Commissaire.

Les Pauvres porteront ce Billet à l'heure fixée chez le Médecin du Quartier, qui en ce cas continuera ses Visites. On prie Messrs les Commissaires très-instamment, d'agir à cet égard avec toute la circonspection possible, pour ne pas augmenter la charge des Médecins & de l'Apothicaire des Pauvres sans nécessité absolue.

6. Pour ne pas charger excessivement & sans nécessité la Caisse des Pauvres, ils tâcheront d'éviter les *Medicamina composita & futilia*, d'autant qu'il est connu de tout le monde, que selon la façon d'agir d'aujourd'hui, & selon tous les Auteurs modernes les *Medicamina simplicia* suffisent ordinairement pour guérir les malades.

7. Lorsque le Médecin juge, qu'un malade doit être transporté à l'Hôpital à cause qu'il prévoit que la maladie sera de longue durée, ou que le malade faute de moyens ne peut être soigné convenablement chez soi, il donnera une Attestation par écrit, pour qu'il soit admis, mais en attendant il continuera à le visiter, jusqu'à ce qu'il y soit admis.

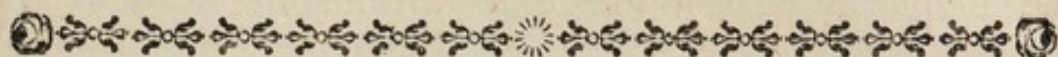
8. Ils devront conférer & consulter dans des cas extraordinaires avec les Chirurgiens de leurs Quartiers respectifs, sans qu'ils puissent exiger quelque chose pour ces conférences.

9. A la réquisition des Aumôniers & du Directeur de la Fondation (pour soigner les pauvres malades) ils feront au moins une fois par an la Visite de l'Apothicaire des Pauvres, & il leur en feront rapport.

10. En cas d'absence, de maladie ou d'autre

empêchement légitime ils commettront un autre en leur place, fans charge de l'Administration des Pauvres, & ils en préviendront l'Apothicaire.

11. Pour le reste on se réfère à l'Ordonnance de SA MAJESTE' du 30 Octobre 1779, & notamment aux Articles 17 & 18.



§. 2.

INSTRUCTION pour les Chirurgiens des Quartiers respectifs de cette Ville.

1. **I**Ls seront obligés de traiter tous ceux, qui dans leurs Quartiers respectifs jouissent de quelque assistance des Pauvres, tant ceux, qui demeurent dans les Hôpitaux sous la Direction de la Chambre du St. Esprit & de la Chambre des Pauvres, que tous les autres Nécessiteux, lorsqu'ils seront attaqués de quelques maux, blessures ou autres accidens (les seules hernies exceptées.) Ils visiteront & traiteront dans leurs maisons ceux qui sont hors d'état de sortir, les Chirurgiens seront obligés, s'ils sont avertis le soir après le soleil couché, de les visiter le lendemain avant midi; & le même jour, au plûtard avant le soleil couché, s'ils sont avertis le matin; mais pour ce qui regarde les autres, qui peuvent sortir, ils les attendront chez eux pour les traiter tous les jours depuis une heure après-midi jusqu'à deux.

2. Et puisqu'il arrive très-souvent, que les Pauvres sont accablés de maux ou accidens imprévus, qui demandent des secours immediats, on recommande

mande aux Chirugiens de les assister dans de semblables événemens, comme s'ils en étoient payés, sans qu'ils puissent s'excuser par ce qui a été dit dans l'Art. précédent : or, comme il arrive aussi, que, sous prétexte d'un tel accident inattendu & sans aucune nécessité, on fait venir quelque fois les Chirugiens, les accablant même de menaces & d'injures, ils en feront rapport à Messrs les Commissaires du Quartier, qui puniront ces téméraires selon l'exigence du cas.

3. Ils tâcheront de guérir, autant que possible, tous les maux, qu'ils rencontreront, & de soulager ceux, qui sont incurables, autant que la nature du mal le permet.

4. Ils livreront la charpie & les emplâtres ordinaires, ils feront aussi les saignées, qui seront ordonnées par les Médecins.

5. En cas qu'ils trouvent bon d'ordonner des cataplasmes ou des fomentations &c. on leur donnera des Billets imprimés pour y écrire leurs Recettes de la manière suivante :

Ce jour d'hui

Quartier

Pour

N.

signé

Chirurgien.

R.

Il leur faudra y suppléer le jour, l'an, la lettre du Quartier, le nombre de la maison, le nom du patient & les signer.

6. Les Chirugiens donneront ces Recettes à ceux, qui jouissent de l'Aumône générale des Pauvres ;

vres; & s'il arrive que des personnes, qui n'ont encore eu aucune assistance, & peuvent subsister, lorsque rien ne les empêche de travailler, s'adressent aux Commissaires ou aux Chirurgiens, les Chirurgiens les visiteront, & en cas que le mal ne souffre pas de délai, ils pourront panser la plaie; mais s'il n'y a pas de danger, ils les enverront, au moins avant que de lever le premier emplâtre, aux Commissaires du Quartier, qui s'informeront de leur état, & leur donneront un Billet de la teneur suivante, ou le refuseront selon les circonstances; mais si Messrs les Commissaires jugent, que ces personnes pourroient subsister sans cette assistance ou autre, elles devront satisfaire les Chirurgiens pour tous leurs devoirs.

FORMULAIRE DES BILLETS

Pour Messieurs les Commissaires.

<i>Je juge que</i>	<i>Rue</i>
<i>Quartier</i>	<i>N. peut se servir du</i>
<i>Médecin, Chirurgien & Apothicaire des Pauvres.</i>	
<i>signé</i>	<i>Commissaire.</i>

Les Pauvres porteront ce Billet chez le Chirurgien, qui continuera de les traiter. On prie Messrs les Commissaires très-instamment, d'agir ici avec toute la circonspection possible, afin que la charge des Chirurgiens & Apothicaires des Pauvres ne s'augmente pas sans nécessité réelle.

7. Lorsqu'il sera nécessaire, ils conféreront avec les Médecins respectifs de leur Quartier, sans pouvoir exiger pour cela la moindre récompense.

8. S'ils jugent que quelqu'un, faute d'assez de soin, ou pour quelque autre circonstance devrait être

être transporté à l'Hôpital, ils donneront une Attestation par écrit, afin d'y pouvoir entrer; mais en attendant ils continueront à le traiter jusqu'à ce qu'il y soit admis.

9. En cas de maladie ou autre empêchement légitime, ils pourront commettre un autre en leur place sans charge de l'Administration des Pauvres, & ils en donneront part au Médecin & à l'Apothicaire.

10. Pour le reste on se réfère à l'Ordonnance de SA MAJESTÉ du 30 Octobre 1779 & notamment aux Articles 17 & 18.



CHAPITRE QUATRIEME.

§. I.

DECRET DU GOUVERNEMENT.

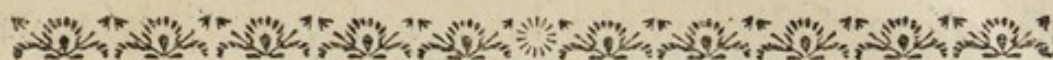
CHARLES ALEXANDRE Administrateur de la Grande-Maîtrise en Prusse, Grand-Maître de l'Ordre Teutonique en Allemagne & Italie, Duc de Lorraine & de Baar, Maréchal des Armées du St. Empire Romain & de celles de Sa Majesté l'Impératrice Douairiere Reine Apostolique de Hongrie & de Bohême &c. &c. Son Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général de ses Païs &c. &c. &c. Chers & Bien-aimés, sur le rapport qui Nous a été fait de votre Représentation concernant le projet d'une nouvelle Administration pour les Pauvres, & d'une Aumône générale à établir dans la Ville d'Anvers, afin d'y faire cesser entie-
rement

rement la Mendicité ; Nous vous faisons la présente, pour vous dire, que satisfaits du zele avec lequel vous vous êtes portés à former cet Etablissement salutaire & à tous égards conforme à nos vues & à nos intentions, au sujet de la cessation de la Mendicité & du soulagement des Pauvres nécessiteux, & portés à seconder le même Etablissement par toutes les faveurs & tous les encouragemens, dont il pourra être susceptible, afin d'en faciliter, protéger & soutenir l'exécution, Nous exhortons tous les Habitans, Ecclésiastiques & Séculiers, soit privilégiés & exempts ou autres quelconques de la dite Ville à concourir & à s'employer à l'exécution & au succès du même Etablissement, & déclarons que les commissions, charges ou fonctions auxquelles les affranchis se soumettront à ce sujet, ne préjudicieront en rien à leurs immunités ni à leurs Privilèges.

Et comme il est juste que les Fondations particulieres des distributions de pain, d'argent ou autres semblables en faveur des Pauvres viennent au secours d'un Etablissement, qui n'a d'autre objet que celui de l'entretien & du soulagement des mêmes Pauvres, Nous vous chargeons d'émaner une Ordonnance de Police, pour que les Collateurs de ces Fondations remettent incessamment aux Commissaires que vous denommerez à cet effet, une Liste du montant des distributions, ainsi que du nom & de la demeure de tous ceux qui en profitent, notre intention étant au surplus, que les mêmes Collateurs s'entendent sur la distribution ou collation de ces Fondations avec les Commissaires du nouvel Etablissement, de maniere à ce qu'elles ne tournent pas au profit des personnes qui auroient de quoi se sustenter d'ailleurs,
ou

ou qui en abuseroient, qu'il n'y ait pas plusieurs distributions accumulées sur la même tête au delà du nécessaire, mais qu'étant données à de vrais Pauvres, à concurrence uniquement de leurs besoins réels, elles servent au but & l'appui de l'Aumône générale.

Finalement pour éclaircir un chacun sur les règles à suivre pour distinguer ceux qui peuvent avoir besoin de jouir des secours de la même Aumône, Nous vous chargeons d'émaner une Ordonnance de Police conforme à ce qui a été prescrit pour la Flandre par les Décrets de 1750 & 1757, dont Nous vous remettons les Copies, notre intention étant au reste qu'il soit pourvu sans perte de temps, aux dispositions ultérieures de Police qui seront nécessaires pour l'exécution du nouvel Etablissement dont il s'agit, & que notre présente dépêche soit rendue publique, afin qu'un chacun y concoure avec l'empressement & le zèle que la Religion, l'humanité & le bien public doivent inspirer à tout bon Citoyen. A tant Chers & Bien-aimés, Dieu vous ait en sa sainte Garde. De Bruxelles le 29 Juillet 1779. Paraphé N^e. vt. Signé CHARLES DE LORRAINE. Plus bas par ordre de Son Altesse Royale contresigné *De Reul*. Encore plus bas, à ceux du Magistrat d'Anvers.



§. 2.

O R D O N N A N C E

De Messieurs le Sous-Ecoutette, Bourguemaitres, Echevins & Conseil de la Ville d'Anvers, publiée le 9 Août 1779.

Comme nonobstant les Placards de Sa Majesté & les Ordonnances y relatives de Messrs. du Magistrat de cette Ville, émanées pour faire cesser la Mendicité, on expérimente, qu'au lieu de diminuer, elle s'accroît encore tous les jours, ce qui provient pour la plûpart d'une oisiveté reprochable, qui dans une Ville bien policée ne peut être tolérée : A CES CAUSES, & pour extirper entièrement cet abus suivant les Intentions & Mandemens de Son Altesse Royale, & selon l'exemple de plusieurs villes voisines, Messrs. du Magistrat ont ordonné & statué, ainsi qu'ils ordonnent & statuent par la présente, les Points & Articles suivans.

1. Que tous les Mendians étrangers de l'un ou l'autre sexe mariés & non mariés, ainsi que les gens sans aveu, n'étant pas Bourgeois, ni n'ayant demeuré six années consécutives dans cette Ville ou dans les limites de sa Jurisdiction, auront à se retirer de cette Ville & de son ressort dans le terme de huit jours après la publication de la présente, avec défense d'y retourner, à peine de prison au pain & à l'eau pendant quatre semaines, pour la première fois, sans autre forme de procès &

& d'être fustigés pour la seconde, conformément à ce qui est statué par l'Ordonnance de Sa Majesté du 14 xbre 1765.

2. On défend bien expressément à tous Bourgeois & Domiciliés en cette Ville sans distinction d'état ou de condition, de loger après la Publication de la présente, des Mendians étrangers ou leurs enfans, ou de leur donner ou permettre, qu'il leur soit donné quelque demeure, soit dans des maisons ou chambres, soit dans des caves, greniers, magasins ou autres lieux sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de cinquante florins d'amende pour chaque personne pour la première fois, & d'autres peines arbitraires selon l'exigence des cas pour la seconde.

3. Les propriétaires ou maîtres des maisons & lieux mentionnés dans l'Article précédent ou autres quels qu'ils puissent être, qui avant la date de la présente ont donné des demeures en bail à des Mendians étrangers, auront ce non obstant, à les faire déloger dans le même terme de huit jours, & à abandonner leurs demeures, à peine de cinquante florins d'amende à charge des dits maîtres, qui d'ailleurs, en cas de mauvaise volonté du locataire, seront obligés de prendre leurs recours à Messieurs l'Ecoutette ou Sous-Ecoutette, qui, sans forme de procès, feront exécuter ce que dessus. Messieurs du Magistrat déclarant nul & de nulle valeur tout pareil contract de bail.

4. Et si le terme de huit jours après la Publication de la présente, écoulé, on appercevoit, que quelqu'un avoit loué des maisons, chambres ou autres lieux, ainsi qu'il est dit ci-devant, aux susdits

dits Mendians , ou avoit négligé de les faire déloger , & qu'il arrivât , que ces Mendians viendroient à mourir, ou quitter cette Ville , y laissant à l'abandon leurs enfans, en ce cas le maître de cette maison, chambre ou autre lieu fera tenu d'entretenir les enfans ainsi abandonnés, à ses propres fraix, & en outre encourra l'amende de cinquante florins.

5. Plus est ordonné à tous les Mendians de l'un & de l'autre sexe , ainsi qu'à leurs enfans nés bourgeois ou ayant droit de domicile , & étant en état de gagner leur vie , d'entreprendre quelque travail ou métier pendant la quinzaine après la Publication de la présente , a peine (en cas qu'on les trouve mendier après la dite quinzaine) d'être mis en prison au pain & à l'eau pour le terme de 8 jours pour la première fois, & d'être enfermés pour la seconde dans la maison de correction à Vilvorde pour le terme de trois années ou davantage selon l'exigence des cas , pour les y faire travailler par contrainte.

6. Et afin que les Fabriquateurs soient d'autant plus encouragés à donner de l'ouvrage aux Pauvres, & n'en soient pas détournés par la crainte, que leurs marchandises ne soient engagées ou vendues , on défend ces sortes d'engagemens & d'aliénations , à peine de payer le double de la valeur , outre la peine arbitraire selon l'exigence des cas.

7. Et si quelqu'un a l'imprudence d'acheter de personnes inconnues du coton, du fil, de la laine ou de la soie, & qu'il arrive, que ces marchandises n'appartiennent pas au vendeur, le propriétaire

taire aura le pouvoir de les réclamer dans le terme d'un mois après la vente, sans être obligé d'en rendre le prix d'achat.

8. Cette règle aura lieu tant pour les fripiers que pour toute autre personne sans exception, sans même excepter ceux du Mont de piété & les foi-disans *Berg-draegers* & *Berg-draegsters* en conformité du Décret du Gouvernement du 29 Juillet 1779, par lequel il est défendu à ceux du Mont de piété, ainsi qu'aux foi-disans *Berg-draegers* & *Berg-draegsters* de recevoir la soie en moindre quantité que de 25 livres, & le fil, le coton, & la laine en moindre quantité que de 50 livres : la même défense aura lieu en vertu de la présente pour les fripiers, qui ne pourront désormais vendre au marché du Vendredi de pareilles marchandises en moindre quantité que celle exprimée ci-devant, à peine de *f* 25 d'amende.

9. Et afin que ceux de cette Ville, qui sont véritablement pauvres & hors d'état de gagner la vie, soit par leur âge, soit par leurs infirmités ou autres raisons, soient secourus convenablement, Messieurs du Magistrat ont établi une nouvelle Administration, & donné à chaque Quartier de cette Ville certain nombre de Commissaires, qui conformément à leurs instructions, assisteront les Pauvres, auront le pouvoir d'empêcher la Mendicité, & de se servir à cet effet des Sergens & d'autres Officiers de la Ville.

10. Mais afin que les Pauvres n'abusent pas du secours qu'on leur procurera, on leur défend, à peine de prison, de vendre le pain & autres denrées ou effets qu'on leur donnera : déclarant nuls &

& de nulle valeur les engagements & aliénations de toutes sortes d'habillemens, qui se font dans les cabarets, & celui, qui aura acheté ou pris en engagement de semblables effets, sera obligé de les rendre, sans avoir droit à la restitution du prix ou de la valeur.

11. Les Mendians, qui, selon ce qui est statué ci-devant, ne doivent pas se retirer de la Ville & de son ressort, & qui sont hors d'état de gagner leur vie par le travail, seront obligés de déclarer dans la Chambre des Pauvres leur nom & leur demeure en deans huit jours après la publication de la présente, entre les 9 & 11 heures du matin: en même temps on annotera les moyens dont ils sont ou veulent se rendre capables, pour pouvoir subsister.

12. Les dits Commissaires feront une Visite générale pendant la quinzaine après la publication de la présente, & ils enregistreront les noms de ceux, qui ont besoin de secours, qui leur sera porté par les Commissaires à la Maison des Pauvres, sans que ceux-ci puissent à cet égard s'adresser aux maisons des Commissaires. La Distribution qui s'est faite jusqu'ici à la Chambre des Pauvres viendra à cesser au jour, qui sera annoncé au Public.

13. Et comme les Commissaires, ainsi qu'il est dit ci-devant, feront la Visite générale pendant la dite quinzaine, on avertit tous & un chacun à qui il appartient, aussi les Mendians mentionnés dans l'Art. 11, de se trouver chez eux pendant ce temps.

14. Pour que les Commissaires pussent d'autant mieux remplir les devoirs dépendants de l'exécution de leur commission, le Magistrat défend à un chacun de quelque état ou condition qu'il puisse être, de maltraiter les dits Commissaires soit par paroles, soit par actions, à peine d'être mis sur le champ en prison au pain & à l'eau, & d'autres peines arbitraires selon l'exigence du cas.

15. Et comme, pour mieux secourir les vrais Pauvres, il est juste, qu'on n'abuse pas des Fondations pieuses, ce qui arrive quand la même personne à l'insu de différents Collateurs profite de plusieurs Fondations, même au delà des ses besoins réels, à cette fin on ordonne par la présente à tous les Collateurs des Fondations pieuses (personne excepté) dont la distribution est au profit des Pauvres, de remettre par écrit dans douze jours après la publication de la présente à la Chambre des Pauvres entre les 9 & 11 heures du matin le nom & la demeure d'un chacun, qui jouit d'une telle ou telle Fondation, & combien il en profite par semaine, par mois ou par an, à peine que, les douze jours écoulés, la recherche & la preuve en seront faites par l'Office aux fraix du Collateur : & le Collateur actuel sera privé du droit de Collation pour le terme de dix ans en faveur de la Chambre des Pauvres.

16. Les Distributeurs des Aumônes des dites Fondations seront obligés aussi, à peine de cinquante florins d'amende, de donner les noms des Pauvres jouissant de leurs Fondations & de spécifier combien un chacun en profite, ainsi que les noms des Collateurs de chaque Fondation en particulier.

17. Mais comme l'intention n'est pas d'y comprendre ces sortes de Fondations, qui sont destinées uniquement pour l'entretien de certaines familles, sans que la distribution se fasse publiquement; les Collateurs de ces Fondations, qui croient n'être sujets à ce qui est statué par l'Art. 15 susdit, satisferont provisionnellement, en remettant dans le même terme de huit jours (à peine comme est statué par le dit Art. 15) à la Secrétairerie de cette Ville entre les mains du premier Secrétaire leur Acte de Fondation ou une Copie authentique d'y-celle, pour y être examiné & statué à cet égard selon ce qu'on trouvera convenir.

18. Et comme la Visite générale, ainsi qu'il est dit ci-devant, se fera dans la quinzaine, pour soigner ceux, qui ont besoin de secours, on ordonne à tous & à chacun à qui il appartient, de déclarer à la réquisition des Commissaires faisant leur Visite, la Fondation pieuse, dont ils jouissent, & de qui ils l'ont reçue, à peine d'en être privés en cas de recèlement.

19. On enjoint encore aux Collateurs des Fondations pieuses établies en faveur des Pauvres, soit qu'elles consistent en pain ou en argent &c. (conformément au Décret de Son Altesse Royale du 29 Juillet 1779 qu'on publie ici conjointement avec la présente, suivant les Ordres de Sa dite Altesse) de déclarer, non-seulement pour le présent, mais aussi pour l'avenir, à chaque nouvelle Collation le nom & la demeure de celui à qui la Fondation aura été donnée, de la manière & à peine comme il est dit Art. 15 ci-devant.

20. Avec cette différence cependant, qu'en cas
de

de nouvelle Collation, le Collateur devra faire la déclaration au Commissaire Visiteur du Quartier du pourvu & il en préviendra également le Commissaire Visiteur du Quartier, où celui, qui en profitoit auparavant, avoit sa demeure.

21. Et pour satisfaire autant que possible, au Décret ci-dessus mentionné, ainsi qu'à la nécessité, dans laquelle on se trouve pour recueillir les fruits qu'on attend de cette nouvelle Administration, il est enjoint aux dits Collateurs d'ôter la Fondation aux pourvus, & de la donner à d'autres, lorsqu'ils en seront requis par un Billet signé de trois Commissaires, sous la peine portée par l'Art. 15 ; à quelle peine seront aussi sujets tous les Corps & tous ceux, qui auront négligé de s'y conformer.

22. On enjoint aussi aux Distributeurs des aumônes des dites Fondations, de ne faire aucune distribution (dès qu'ils en seront requis dûment) à ceux, qui par l'entremise des dits Commissaires viennent d'être privés de la dite Fondation sous la peine portée par l'Art. 16.

23. Et pour ôter tout doute, & prévenir les difficultés, qu'on rencontre souvent en matière de domicile & lieu de naissance à l'égard de l'entretien des Pauvres, on a trouvé bon, conformément aux ordres de Son Altesse Royale, de statuer pour loi inviolable, ainsi que l'on statue par la présente.

24. Que tous ceux, qui ayant abandonné le lieu de leur naissance, & n'étant pas Mendiants, auront eu domicile fixe en cette ville trois années
con-

consécutives, & auront contribué aux charges publiques, ainsi qu'aux quotisations & impositions, auront droit d'être assistés de l'Aumône générale, s'ils viennent à être hors d'état de gagner la vie, pourvu qu'ils y aient leur domicile à l'époque, qu'ils deviennent incapables de gagner la vie; sans quoi, ils seront renvoyés aux lieux de leur naissance.

25. Les Messieurs du Magistrat annoncent, qu'en toutes occasions, où ils le trouveront nécessaire, ils profiteront du pouvoir, qui leur est accordé par le Décret susdit de Son Altesse Royale, d'exiger des lettres de caution à concurrence de *f* 150 de tous ceux, qui voudront se domicilier en cette Ville, & faute de cette caution de leur refuser la demeure.

26. Laissant provisionnellement en suspens les contrats dûment passés à cet égard entre la Chambre des Pauvres de cette Ville & autres Villes ou Villages; mais défendant bien expressément de faire désormais de pareils concordats contre la teneur de celle-ci, à peine de nullité.

Toutes les susdites Amendes pécuniaires seront partagées comme de coutume; savoir un tiers à l'Officier Exploiteur, un tiers à la Ville, & le tiers restant au Dénonciateur.



§. 3.

*ORDONNANCE de Messieurs le Sous-Ecoutette, Bourguemâtres, Echevins
& Conseil de la Ville d'Anvers publiée le 30 Août 1779.*

Messieurs du Magistrat voulant sans ultérieur délai faire cesser entièrement la Mendicité

en cette Ville, ont encore trouvé à propos d'ordonner & de statuer, ainsi qu'ils ordonnent & statuent comme suit.

1. Comme au premier de Septembre prochain fera écoulé le temps accordé par Ordonnance du 9 de ce mois d'Août & prolongé par Avertissement du 20 du même mois, auquel les Mendians ont dû entreprendre l'un ou l'autre métier ou ouvrage, & qu'alors fera écoulé aussi le temps, qui a été accordé aux Mendians étrangers pour se retirer de cette Ville & de sa Banlieuë, on commencera maintenant à mettre exactement en exécution les peines portées par la susdite Ordonnance contre tous ceux, qui y auront contrevenu.

2. On défend par la présente le plus rigoureusement qu'il est possible, à tous & un chacun de quelque état ou condition qu'il puisse être, de donner l'Aumône aux Mendians après le 30 de ce mois, ou de permettre, que de leur part elle soit donnée (au contraire les dites Aumônes seront désormais données uniquement à ceux, qui sont commis pour la nouvelle Administration des Pauvres) à peine de six florins d'amende à charge de ceux, qu'on aura trouvés y avoir contrevenu: au Dénonciateur on payera trois florins de la part de la Ville pour récompense au dela du tiers de l'amende, & son nom sera recelé.

3. Celui, qui en contravention de ce qui est statué ci-dessus, sera trouvé avoir demandé ou reçu l'aumône (quand même ce seroit en hiver & en temps de gelée) sera colloqué sur le champ en prison au pain & à l'eau pour le terme de huit jours pour la première fois, & pour la seconde
enfermé

enfermé dans la maison de correction à Vilvorde pour le terme de trois ans ou plus sans forme de procès.

4. On défend encore à tous les Mendians, faînéans & leurs enfans, de se trouver aux Abbayes, Eglises, Couvents ou tous autres lieux de cette Ville, pour y demander ou recevoir quelque distribution ou aumône, pas même à l'occasion de Mariages, Baptêmes, relevemens de couches, Messes pour les Trépassés, Funérailles, sous quelque prétexte que ce soit; non plus sous prétexte de vendre de petites chandelles, des bougies ou quelque chose semblable, sous la même peine portée par l'Art. 3 susdit.

5. On avertit aussi par la présente, qu'après Jeudi prochain il ne se fera plus de distribution de pain & de soupe aux Couvents, qu'à ceux, qui auront la marque à ce requise, laquelle toutes les semaines sera procurée par les Commissaires Distributeurs aux maisons des Nécessiteux, comme ils le trouveront à propos.

6. On défend aussi à tous les habitans de cette Ville & de sa Banlieuë de mendier & d'aller quêrir des aumônes, du pain, du bois ou quelque autre chose hors de cette Ville, sous quelque prétexte qu'il puisse être, à peine de prison au pain & à l'eau pour le terme de six semaines pour la première fois, & d'être enfermés dans la Maison de Correction à Vilvorde pour la seconde pour le terme de trois ans ou plus selon l'exigence du cas.

7. A quel effet on avertira par Lettres circulaires les Officiers & Gens de Loi des Villages circon-

circonvoisins , & on les requérera de veiller & de faire veiller exactement sur les Mendians , ainsi que de remettre à Messrs. les Officiers de cette Ville les informations en dûë forme à charge de ceux , qui sont domiciliés dans cette Ville ou dans sa Banlieuë , & qui contre la teneur de cette Ordonnance auront mendié sur le terroir de leurs Jurisdictions respectives : on les requérera aussi de livrer ces Mendians aux dits Officiers , pour leur faire subir les peines portées contre eux par l'Article précédent , lesquelles seront mises en exécution sans aucune forme de procès.

8. Et comme il y en a encore plusieurs , qui ont négligé de délivrer les Actes de leurs Fondations , ou les ayant délivrés n'ont pas spécifié les noms des personnes , qui en jouissent , mais ont promis d'y satisfaire aux premiers jours ; Messieurs du Magistrat voulant user envers les Collateurs des Fondations de toute la complaisance que le but de la nouvelle Administration leur permet ont trouvé à propos de prolonger le temps exprimé par les Art. 15 , 16 & 17 de l'Ordonnance précédente jusqu'au 15 7bre 1779.



§. 4.

O R D O N N A N C E

De l'Impératrice Douairiere & Reine
du 30 Octobre 1779.

*Touchant la nouvelle Administration des
Pauvres dans la Ville d'Anvers.*

MARIE-THERESE, par la Grace de Dieu
Impératrice Douairiere des Romains, Reine

d'Allemagne, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Galitzie & de Lodomire &c, Archiduchesse d'Autriche; Duchesse de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldre, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Mantoue, de Parme & de Plaifance, de Wirtemberg, de la haute & basse Silefie, d'Aufchwitz & de Sator &c. Princesse de Suabe & de Transilvanie, Marquise du St. Empire Romain, de Burgovie, de Moravie, de la haute & basse Luface; Comtesse de Habsbourg, de Flandre, d'Artois, de Tirol, de Hainaut, de Namur, de Ferrete, de Kybourg, de Gorice & de Gradisca, Landgrave d'Alsace; Dame de la Marche d'Esclavonie, du Port-Naon, de Salins & de Malines; Duchesse de Lorraine & de Bar, Grand'-Duchesse de Toscane.

Ceux du Magistrat de notre Ville d'Anvers Nous ont représenté, que selon plusieurs dispositions & Décrets, que Nous leur avons fait parvenir touchant les moyens pour entretenir les Pauvres de la même Ville, & les secourir en tous leurs besoins, & pour employer à cette fin les revenus des Fondations pieuses au profit des Pauvres & nécessiteux de cette Ville, ils ont fait faire dans les années 1774 & 1775 les Publications requises à la production des Titres & Documens ultérieurs concernant les dites Fondations, sans que jusqu'à présent toutes ces pièces leur soient parvenues, & que suivant notre intention ils ont établi une nouvelle Administration, pour secourir les Pauvres & extirper entièrement la Mendicité; en quoi ils avoient réussi jusqu'ici à notre satisfaction; mais que trouvant, qu'à moins que les revenus de toutes les Fondations établies en faveur des Pauvres, ne fussent employés à la décharge de la même

même Administration , il ne sera pas possible de soutenir l'exécution de cette œuvre louable ; & considérant, que le bien-être public & les principes sur lesquels les Fondations pieuses sont approuvées & reçues , requièrent , qu'elles soient employées de la meilleure manière possible à leur vrai but , ils Nous ont supplié , pour que Nous fassions émaner l'Ordonnance nécessaire , pour pourvoir à ce que dessus , & soutenir à tous égards ainsi que pour assurer pour l'avenir l'avantage & l'exécution de la nouvelle Administration en faveur des Pauvres & du bien public de la Ville d'Anvers , notre intention étant de favoriser cette nouvelle Administration , & de la soutenir en tous ses points , Nous de l'avis de notre très-cher & très-aimé Beau-Frere & Cousin CHARLES ALEXANDRE Duc de Lorraine & de Bar , Administrateur de la Grand'-Maîtrise en Prusse , Grand-Maître de l'Ordre Teutonique en Allemagne & en Italie , notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général des Pais-bas , avons statué , ainsi que Nous statuons les Points & Articles suivans.

A R T I C L E P R E M I E R.

UN chacun de quelque état ou condition qu'il soit , personne excepté , ayant droit de Collation ou disposition d'une Fondation , Distribution , Bourse ou pareilles Fondations pieuses au profit des Pauvres en général ou de quelques autres Nécessiteux de la Ville d'Anvers , sera tenu de délivrer dans un mois après la publication de la présente entre les mains de l'Echevin *Herry* l'Acte de la Fondation , ou en défaut de celui-ci , le Document de cet Acte soit en original , soit par copie authentique.

2. On y ajoutera un mémoire signé de celui, qui aura délivré les dits Actes de Fondations, contenant le nom & la demeure de toutes les personnes, qui en jouissent ; en spécifiant ce que chacun d'eux reçoit, aussi en quel temps & lieu, & par qui les payemens ou les distributions se font.

3. En cas d'omission ou de négligence de satisfaire exactement à ce qui est mentionné ci-dessus, la recherche en sera faite & constatée par l'Officier aux dépens de celui, qui n'y aura pas satisfait, lequel, en cas de tergiversation ou autre défaut sera privé du droit de sa Collation au profit des Aumôniers de la Ville d'Anvers, ou encourra toute autre peine, selon l'exigence du cas.

4. Si la distribution se fait par une autre personne que par le Collateur, le Distributeur sera tenu également de délivrer au dit Echevin & dans le même terme que dessus le nom & la demeure de celui, qui en profite, avec les renseignemens ultérieurs, comme il est dit dans l'Art. 2 susdit, à peine de cinquante florins d'amende pour chaque contravention ; l'on ne sera cependant pas obligé de faire de nouvelles déclarations que pour autant que l'on auroit négligé de satisfaire aux Ordonnances faites depuis peu, & à celle de l'année 1774 relatives à cet objet, ainsi que pour autant qu'il y auroit encore à suppléer, pour satisfaire à la présente.

5. En cas que la collation ou nomination de quelque Fondation fût vacante dans le temps de la Publication de la présente, le Collateur ou celui, qui a la nomination, sera tenu (quand même la Fondation n'exigeroit pas une nomination détermi-

déterminée) de faire immédiatement cette nomination , pour fatisfaire aux Articles précédens ; il sera obligé dorenavant à chaque nouvelle collation de l'annoncer au Commissaire Visiteur du Quartier de celui, à qui elle vient d'être donnée, par un Billet signé du Collateur même , lequel Billet contiendra le nom & la demeure du pourvu ; faute de quoi la collation sera regardée comme non faite : on enjoint aussi au dit Commissaire Visiteur d'annoter la nouvelle collation sur la Liste , & d'envoyer le dit Billet à la Chambre des Pauvres , pour que l'enregistrement se fasse sur les livres , qu'on y tiendra de pareilles Fondations.

6. Si le Collateur confère ou a conféré une Fondation pieuse à quelqu'un , qui est mis en pension hors de la Ville , ou il demeurera pour quelque temps, il en informera par écrit la Chambre des Pauvres de la manière & à peine comme dessus.

7. Et s'il arrive qu'une Fondation vient à vaquer, & qu'elle n'est pas conférée au jour de la Distribution ordinaire , ou que selon les Articles précédens elle doit être considérée comme non conférée ; cette Distribution sera faite entre-temps à celui , qui de la part de la Chambre des Pauvres y sera nommé provisionnellement , à moins que ce ne fût une Fondation consistant en argent , dont le paiement ne se fait que tous les trois mois ou à un plus long terme , en quel cas la Collation n'en appartiendra pas à la Chambre des Pauvres , qu'après qu'une pareille Fondation aura été vacante trois mois après l'époque de la Distribution ordinaire.

8. Pour

8. Pour ce qui regarde les Fondations , dont la Distribution se fait par méreaux ou autres marques , les Collateurs , qui souhaitent de s'en réserver la Collation , seront tenus de déterminer pour chaque Portion une personne déterminée , d'en faire leur déclaration & de se conformer en tout à ce qui est statué par la présente relativement aux autres Fondations.

9. Et si le Collateur des dits méreaux ou marques dans un mois après la Publication de la présente n'a pas délivré par écrit à l'Echevin *Herry* le nom de la personne , qu'il aura déterminée pour chaque Portion de sa Fondation , il sera présumé alors y avoir renoncé , & avoir consenti , que ces Portions soient distribuées pendant la nouvelle Administration par les Commissaires des Quartiers ; à quelle fin les Actes dépendants de ces Fondations , & délivrés en conformité de l'Article premier de la présente Ordonnance , seront remis à ceux de la Chambre des Pauvres , qui en tiendront un livre particulier , & remettront chaque fois ces méreaux aux dits Commissaires , en les avertissant de la charge , qui par le Fondateur y est annexée.

10. Les Collateurs seront obligés d'accorder leurs collations ou nominations en faveur des vrais Pauvres , & soigneront , qu'aucun n'en participe au déla de ses besoins , afin d'en pouvoir secourir le plus grand nombre possible : & si les Commissaires de la nouvelle Administration trouvent , qu'une Collation seroit donnée sans vrai besoin , ou que le pourvu en abuseroit , les dits Commissaires pourront prier le Collateur de donner la Collation à qu'elqu'autre ; & cette requisition devra

vra se faire par Billet signé de trois Commissaires du Quartier, dans lequel celui, qui en profite, demeure; & en ce cas le Collateur sera obligé d'y satisfaire, & de donner la Collation à un autre dans huit jours après la communication du dit Billet; & le Distributeur dûment averti de la susdite réquisition faite au Collateur, ne pourra plus continuer à faire la Distribution à celui, qui en profitoit auparavant.

11. Le Collateur ne satisfaisant pas à ce qui est statué par l'Article précédent pendant les huit jours y exprimés, sera pour cette fois-ci déchu de sa Collation; & le Commissaire Visiteur du Quartier de celui, qui sera privé de la Fondation, ne recevant pendant les dits huit jours aucune connoissance de la nouvelle Collation, en informera incontinent la Chambre des Pauvres, pour que sans délai la Portion vacante soit conférée par les Aumôniers; & toutes les fois que pour les raisons mentionnées dans cet Article & dans le 3^{me} ci-dessus la Collation sera échue à la Chambre des Pauvres, le Distributeur sera tenu de faire la Distribution à celui, à qui les Aumôniers en auront donné la Collation par écrit, à peine d'une amende du double du montant de la Distribution au profit des Pauvres, & de six florins pour chaque Distribution faite au contraire.

12. Celui, qui participe à l'Aumône générale soit ordinaire, soit casuelle, sera tenu de déclarer au Commissaire Visiteur de son Quartier, de quelle Fondation, soit d'une ou de plusieurs il jouit, fût-ce même à raison de parenté ou autrement, à peine d'être privé de la Fondation, qu'il aura recelée, & d'être mis en prison au pain & à l'eau
pour

pour le terme de huit jours ; peine qu'encourront aussi ceux , qui par tromperie , fausseté , maladies feintes ou par de pareils moyens illicites tâcheront de recevoir les Aumônes qui sont dûes uniquement aux Pauvres.

13. Celui, qui jouit de l'Aumône générale , sera tenu également sous les mêmes peines portées par l'Article précédent, chaque fois qu'il déloge, d'en faire part au Commissaire Visiteur du Quartier qu'il quitte, de même qu'à celui du Quartier qu'il va habiter.

14. Enjoignons aux Officiers de notre Ville d'Anvers & à un chacun à qui il appartient, de veiller à l'observation & à l'exécution de cette Ordonnance, & d'y contraindre ceux, qu'elle regarde ; ordonnant à tous & un chacun , qui auroient quelque connoissance des dites Fondations, ou seroient pourvus de quelques Documens y relatifs, d'en donner part & instruction (en étant requis) aux dits Officiers, qui à l'égard de tout ce que dessus seront tenus de soutenir cette nouvelle Administration , dès qu'ils y seront requis par écrit du Trésorier des Pauvres, à qui cependant il ne sera pas permis de faire pareille réquisition, qu'en vertu d'une résolution prise dans l'Assemblée des Députés de la nouvelle Administration des Pauvres , & de la ratification du Magistrat , à peine de répondre des fraix en son privé nom.

15. Ceux , qui ne sont pas sujets à la Jurisdiction du Magistrat d'Anvers , & auroient contrevenu en quelque manière à cette Ordonnance, ou qui devroient être contraints à l'observance de la présente seront actionnés , à la réquisition du
Trésorier

Trésorier des Pauvres , devant notre Conseil de Brabant par nos Conseillers Fiscaux , sans fraix de la susdite notre Ville , ni de la nouvelle Administration des Pauvres.

16. Toutes les Amendes pécuniaires mentionnées ci-dessus , seront partagées pour un tiers au profit de la nouvelle Administration des Pauvres , pour un autre tiers au profit du dénonciateur , & pour le tiers restant au profit de l'Officier Exploitant.

17. Au reste pour que rien ne manque à cette nouvelle Administration de tout ce qui concerne le secours des Pauvres , les Aumôniers auront soin , que tous les Nécessiteux soient servis comme il convient , par six Médecins & six Chirurgiens experts ; & en cas qu'ils n'en trouvent pas assez , qui s'y prêtent volontairement , ils feront part du nombre , qui leur manque , au Collège des Médecins , ainsi qu'à la Chambre des Chirurgiens au commencement du mois de Décembre de chaque année , qui respectivement (chaque Corps y étant dûment convoqué) choisiront le nombre nécessaire , & en délivreront le choix au Magistrat , lesquels nouveaux Elus , aussi-bien que les Volontaires , seront obligés , à commencer du premier Janvier prochain , de traiter les Pauvres une année entière , sans autre salaire , que celui de cent florins pour chaque Médecin , & de cinquante florins pour chaque Chirurgien , & en cas de décès de quelqu'un d'entre eux , soit Médecin , soit Chirurgien , on procurera de la même manière un autre pour le reste de l'année.

18. Personne ne sera exempt de cette charge que les cinq Médecins & les dix Chirurgiens les plus
plus

plus anciens, ainsi que ceux, qui de la façon susdite auront servi les Pauvres le terme de huit années, ou qui par maladies ou infirmités sont hors d'état de faire ce service.

19. Il sera permis à la Chambre des Pauvres d'établir pour leurs besoins une Apothicairerie, pourvu cependant qu'aucunes Médecines ne soient livrées que gratis pour les Pauvres, & que l'Administrateur de cette Apothicairerie n'ait été préalablement examiné & n'ait fait les preuves requises pour l'admission des Apothicaires dans la dite Ville; laquelle Personne, après avoir bien servi les Pauvres pendant le terme de dix années, aura la faculté d'exercer dans la Ville d'Anvers la profession de Maître-Apothicaire, quoique le nombre des dits Maîtres, prescrit par Ordonnance de Police, fût complet, pourvu qu'il soit Bourgeois, & qu'il paye pour lors au Chef-métier des Merciers les droits ordinaires.

20. Finalement pour ôter tout doute, & prévenir les difficultés à l'égard du choix du domicile ou lieu de naissance relativement au secours des Pauvres, on tiendra & observera désormais pour Règle fondamentale, que l'entretien des Pauvres est une charge du lieu, d'où ils sont natifs, & que par conséquent la Table de charité ou la Communauté du lieu de naissance doit y pourvoir.

21. Nonobstant ceux, qui auront abandonné le lieu de leur naissance, & auront eu trois années consécutives domicile fixe ailleurs & contribué aux charges publiques, dès qu'ils seront hors d'état de gagner la vie, devront être entretenus au lieu où ils résideront, en cas qu'ils y aient leur domicile

lorsqu'ils deviennent incapables de gagner la vie ; autrement ils seront renvoyés au lieu de leur naissance.

22. Il sera permis à ceux du Magistrat de la Ville d'Anvers d'exiger de chaque personne, qui voudra venir s'y établir, des Lettres de caution à raison de cent cinquante florins argent courant de Brabant, & faute de telle caution, de leur refuser la demeure.

23. Les femmes & les veuves suivront pour les dits cas la condition de leurs maris, & les enfans celle de leurs parens.

24. Moyennant quoi les dispositions de l'Ordonnance de Police du 9 Août dernier viennent à cesser, pour autant qu'elles sont contraires à ce qui est statué ci-dessus, demeurant tous les autres Articles de la dite Ordonnance dans leur vigueur.

Si donnons en mandement à nos très-chers & féaux les Chancelier & Gens de notre Conseil de Brabant, Ecoutette de la Ville d'Anvers & à tous autres nos Justiciers, Officiers & Sujets à qui il appartiendra, de suivre & d'observer exactement & de la faire suivre & observer sans dissimulation cette notre présente Ordonnance : CAR AINSI NOUS PLAÎT-IL. En foi de quoi Nous avons fait mettre notre Grand Sée! à ces présentes. Donné en notre Ville de Bruxelles le 30 Octobre l'an de grace 1779 & de nos Regnes le 4^{ome}. Etoit paraphé *Crump. vt.* plus bas par l'IMPERATRICE DOUAIRIERE & REINE en son Conseil, & étoit signé *F. Lanné*, & y étoit joint le Grand Sée! de Sa Majesté imprimé en cire rouge à double queuë de parchemin.



§ 5.

O R D O N N A N C E

De Messieurs le Sous-Ecoutette, Bourguemâîtres, Echevins & Conseil de la Ville d'Anvers, publiée le 3 Juillet 1780.

C O m m e les Regîtres des Fondations pieuses en conséquence de l'Article 9 du Placard de Sa Majesté du 30 Octobre 1779 seront formés aux premiers jours, & que l'on pourra commencer alors à faire servir ces Fondations au soulagement de la nouvelle Administration des Pauvres ; on a trouvé convenable pour mieux atteindre ce but salutaire, de statuer ce qui suit.

1. Que la dite Ordonnance de Sa Majesté devant être exactement observée, on mettra en exécution les peines & amendes y mentionnées aussi à l'égard de ceux qui négligeront de faire leurs déclarations des Fondations nouvelles.

2. Que désormais à commencer du premier Septembre de cette année 1780, tous les Collateurs ou Distributeurs de Fondations, que l'on distribue par méreaux ou autres marques, & pour lesquelles on n'a pas dénommé des personnes fixes & déterminées au terme du dit Placard, & dont par conséquent la Collation est échue à la Chambre des Pauvres, seront tenus d'envoyer à la dite Chambre, au moins huit jours avant la Distribution entre les 9 les & 11 heures du matin les dits méreaux

méreaux ou marques avec un Billet signé par le Collateur ou Distributeur, lequel Billet exprime le nom de la Fondation, le jour, l'heure & le lieu de la Distribution, à peine de *f* 25-- d'amende à charge du transgresseur : les Corps ou les Communautés seront responsables pour ceux de leur membres, qui y auront contrevenu.

3. Ceux de la Chambre des Pauvres donneront part par écrit dans le terme de quinze jours après la publication de cette, à tous les Collateurs ou Distributeurs de Fondations mentionnées dans l'Article précédent, de ces Fondations, qui sont échues à la dite Chambre, afin que les Collateurs ou Distributeurs ne puissent prétexter aucune cause d'ignorance, ni s'excuser en quelque manière, pas même sous prétexte, que les méreaux sont partagés entre ceux de la Famille, & que chacun doit avoir soin des siens, à cause que ces méreaux ne doivent plus être envoyés à la Famille, mais à la Chambre des Pauvres.

4. Plus on avertit un chacun, à qui il appartient, en conséquence du dit Placard, d'envoyer désormais par Billet la Collation des Fondations vacantes au Commissaire Visiteur du Quartier de celui, qui est nouvellement nommé à la Fondation, en exprimant le nom de son prédécesseur, à peine de nullité de la Collation, qui sera échue pour cette fois aux Aumôniers. Le dit Commissaire enverra d'abord ce Billet à la Chambre des Pauvres, après avoir annoté la Collation sur sa Liste.

5. Et pour prévenir le mécontentement résulté de ce que quelques personnes ont été privées de leur

leur Collation , le Collateur ne pourra à l'avenir conferer aucune Fondation sans avoir auparavant un certificat contenant qu'une telle personne est dans le cas de pouvoir jouir d'une Fondation ; lequel certificat sera signé par trois Commissaires du Quartier de celui, qu'il veut nommer, à peine de nullité de la Collation & d'avoir encouru l'amende comme ci-dessus.

6. Et afin que les Collateurs, ainsi qu'il arrivoit souvent autrefois, ne soient plus trompés par la mort de ceux, qui jouissoient de l'une ou l'autre Fondation, & que les Regîtres demeurent toujours en bon ordre, & qu'aucune Fondation ne soit récelée par la négligence de la déclarer, on ordonne à tous ceux, qui jouissent de quelque Fondation, d'en donner part au Collateur chaque fois qu'ils délogent, sous peine d'en être privés.

7. Les Distributeurs de Fondations seront tenus de déclarer tous les ans au mois de Janvier à la Chambre des Pauvres (pour les faire enregistrer) les noms de ceux, qui jouissent de leurs Fondations ainsi que la rue, le nombre & la lettre de leur demeure, à peine de *f* 25-- d'amende, si la déclaration n'en est pas dûement faite au dit mois de Janvier : & l'on ajoutera foi à cet égard aux Regîtres de la Chambre des Pauvres, auxquels les Distributeurs pourront avoir recours, pour voir si leur déclaration est enregistrée.

8. L'Article précédent aura aussi lieu pour les Fondations, dont le Distributeur est aussi Collateur.

9. Au reste pour que personne, qui à cause de sa mauvaise conduite ou autrement ne mérite pas d'être

d'être admis pour habitant de cette Ville , ne vienne s'y établir , & que le pouvoir accordé à cette Ville par l'Article 22 de l'Ordonnance susdite ne soit pas sans effet , on avertit , que tous les étrangers , qui au jour de la publication de la présente n'auront pas acquis le droit de domicile pour y avoir demeuré trois années consécutives suivant l'Ordonnance mentionnée ci-dessus , & qui sont d'intention de rester en cette Ville , devront comparoître dans les six semaines après la publication de la présente à la Secrétairerie de cette Ville , pour que l'enregistrement se fasse sur un Livre destiné à cette fin , & montrer une Attestation convenable des Gens de Loi de leur dernier domicile touchant leur comportement , métier , & nombre d'enfans : de cet enregistrement on leur livrera un Acte pour s'en servir où ils le trouveront convenir.

10. On défend aussi de louer des maisons ou chambres à quelque étranger que ce soit , ou de le loger pendant plus de temps que de trois mois , à moins qu'un tel étranger ne puisse montrer l'Acte , dont il est parlé dans l'Article précédent , à peine que celui , qui l'aura logé pendant plus de trois mois , encourra l'amende de *f* 50 -- & qu'au surplus il sera privé de toute action de droit , qui lui pourroit compéter pour logement à charge d'un tel étranger.

11. Enfin ceux , qui voudront désormais devenir Bourgeois de la Ville d'Anvers , s'ils ne sont pas pourvus du dit Acte , devront aussi faire examiner à la Secrétairerie de cette Ville l'Attestation des Gens de Loi de leur dernière résidence touchant leur conduite , métier & nombre d'enfans , laquelle
Attesta-

Attestation sera vidimée par un Secrétaire de cette Ville, avant qu'ils ne seront admis à prêter le serment de Bourgeoisie. On recommande aux dits Secrétaires de ne pas donner ce *vidimus*, ni l'acte mentionné dans l'Article 9, à ceux, qui seront vraisemblablement à charge des Pauvres; & en cas de doute ou de difficulté, le plus ancien Echevin en service en décidera.

12. Les Amendes pécuniaires mentionnées ci-dessus, seront partagées comme de coutume; savoir un tiers au profit de la Ville, un autre tiers au profit de l'Officier exploitant & le tiers restant au profit du dénonciateur.



Item	4.	-	-	-	3.
Item	5.	-	-	-	2.

Cette Liste sert pour les 8 Aumôniers les plus anciens, dont chacun en doit avoir 4* (un pour chaque Quartier) pour s'en servir dans leur Visite, qui se fait tous les fix mois.

D'après cette Liste les Aumôniers forment les 2 Lignes, qui doivent être envoyées au Commissaire de Visite de chaque Quartier.

Ces Commissaires suppléent sur ces deux Listes les noms de ceux, qui jouissent de quelque Fondation & le montant d'y-celle pour autant qu'elle ne sera pas encore annotée par les Aumôniers; de ces deux Listes ils en conserveront une pour leur usage & enverront l'autre au Commissaire Doyen.

* Pour les deux derniers Quartiers étant doubles, il faut le double de Listes.

LISTE DES PAUVRES DU QUARTIER

Rue.	N ^o	Nom du Pauvre homme, Femme, Fils, Fille.	Homme	Femme	Fils.	Filles.	Total.	Age.	Infirmes.	Gagne-pain.	Gagne-pain de chacun par semaine.	Gagne-pain de tous par semaine.	Jouissent par semaine du chef de Fondations la valeur reduite en argent.	Loier.	Remarques & considérations particulières touchant maladie, accouchement, changement de metier & pourquoi, diminution de Taxe & pourquoi.	Taxe totale par semaine	Sols	Den.

Ainsi réglé par nous soussigné Anmônier & Commissaires du Quartier susdit.

Dans Anvers

17

Le montant de la Taxe générale du susdit Quartier pour 6 mois.

Compte du Commissaire Quêteur-Caiffier ; lequel Compte doit être rendu tous les 6 mois, ou plutôt en cas de mort ou deffissement du Commissaire.

De cette LISTE est fait mention au Chapitre I. §. 3 des Instructions Art. 4 & 7.

Le Nom du Quartier avec la lettre.

Année

Compte du Commissaire Quêteur-Caiffier pour Mois 17

Mois	Jour	R E Ç U.	D E P E N S E.	nombre des listes.			
		Reçu du Tresorier des Pauvres à compte - - - - - f	Au Commissaire Distributeur pour les Listes mensuelles de Taxe fixe - -	f			
		Montant de la Quête pour mois Aumônes extraordinaires - -	Au dit pour le casuel - - - - -				
		Reçu du Tresorier des Pauvres en reprise pour supplément Aumônes avec destination particulière - - - - -	Distribué aux Pauvres honneux suivant listes visées - - - - -				
			Distribution suivant la destination particulière du Donateur - - - - -				
		<u>Total f</u>	<u>Total</u>	f			
		<u>Rest</u>					

Ainsi compté & le folde liquide & le Commissaire Quêteur debité à compte nouveau avec f

Commissaire le du mois 17 Tresorier

Compte mensuel du Commissaire Distributeur.

N° 6.

Cette LISTE est mentionnée au Chapitre I. §. 3. des Instructions Art. 5.
Item - - - au §. 5. - - - Art. 3.

Liste ou Note mensuelle du Commissaire Distributeur
du Quartier pour le mois de l'An 17

R E C U.					D E P E N S E.				
Le montant de la Taxe	-	-	-	-	f				
A compte du casuel	-	-	-	-	-				
(pour celui qui le demande)									

f					f				
---	--	--	--	--	---	--	--	--	--

17
Jour au

Par folde païé aujourd'hui f

f

NB. Tous les mois doit être
liquidé & le folde païé.

Nom du Commissaire Distributeur.

La Taxe du mois passé
monte à - - - f
Moins distribué - - - -

Rest - f

Pour la Distribution fixe suivant la note
ci-bas - - - - f
Pour le casuel suivant la Liste visée -

f				
---	--	--	--	--

LISTE générale de tous les Quartiers avec les Noms des Commissaires, qui dans chaque Quartier ont soin des Pauvres.

*Cette Liste est mentionnée dans les Instructions Chapitre I. §. 2. Art. 11.
& §. 6. Art. 11.*

Sert cette Liste aux Aumôniers pour former la Liste des six mois pour chaque Quartier.

A quelle fin le Trésorier des Pauvres doit tous les six mois procurer à temps aux Aumôniers deux de ces Listes, afin qu'ils connoissent les Commissaires des Quartiers, & afin que la Taxe faite ils en suppléent le montant de chaque Quartier en apposant la lettre *P* au nom du Commissaire, qui a assisté à la Taxe.

Une de ces Listes ainsi suppléée doit être renvoyée au Trésorier des Pauvres.

Quartiers & Commissaires.

A 1. Quartier de St. George.	Commissaires Quêteurs.	Taxe par semaine.
Ruës.	N. <i>Demeurant</i> N. <i>Demeurant</i>	
	Commissaires Visiteurs. N. <i>Demeurant</i> N. <i>Demeurant</i>	
	Commissaires Distributeurs. N. <i>Demeurant</i> N. <i>Demeurant</i>	

BILLET mentionnée dans les Instructions §. 4. Art. 8. servant au Commis-
faire Visiteur pour être envoyé au Collateur de Fondation.

Nom du Collateur

MONSIEUR

Vous êtes prié de conférer à un autre la Fondation, dont jouissoit

Le nom

La demeure

Jour

Mois

Ann

17

Commissaire Quêteur

Commissaire Visiteur

Commissaire Distributeur

En cas de mort, on met à
côté du nom du Pauvre ✕



Tout le contenu de ce Traité est observé à la lettre, la pratique en devient tous les jours plus aisée par l'expérience, qui doit aussi corriger les inconveniens & les abus.

Fasse le Ciel qu'on parvienne un jour à corriger l'abus le plus grand & le plus contraire à cet Etablissement, en faisant comprendre à nombre de personnes d'ailleurs bien intentionnées, de confier uniquement leurs aumônes aux Commissaires de la nouvelle Administration.

Il y a des personnes, qui ont le caprice de vouloir donner eux-mêmes leurs aumônes, d'autres ont des Pauvres choisis, à qui ils donnent par prédilection.

*Si ces âmes bienfaisantes vouloient faire reflexion, que cette nouvelle Administration a pourvu à toutes les classes d'Indigens, que c'est un ouvrage émané par ceux, que Dieu leur a donné pour Supérieurs, & qui a été approuvé & recommandé par l'Evêque, * par le Clergé & par toutes les personnes sensées & d'une Religion éclairée; elles comprendroient, que le soin, dont elles se chargent, est un soin superflu, dont elles sont dispensées pour l'avenir; un soin, qui contrarie les vuës du Magistrat; un soin enfin, qui est de nature à porter parmi les Pauvres le desordre & le mécontentement, dont leur prédilection est la cause, en donnant à l'un dans son oisiveté, ce que son voisin ne peut acquérir par le travail le plus dur.*
Et

* Voïez sa Lettre Pastorale de l'Année 1779 pag. 13, Art. 6 à la fin. Ce Prélat zélé fit dès-lors les mêmes souhaits, les mêmes recommandations qu'on fait ici.

Et à combien de tromperies ne sont-elles pas exposées ces ames pieuses, qui d'ordinaire ont plus de confiance dans le raport d'une servante ou de ces hommes officieux & de ces courtièrès affidées, qui font un trafic des libéralités clandestines; ces ames pieuses, qui, dis-je, ont plus de confiance dans ces personnes, que dans les Commissaires les plus zélés & les plus respectables.

*Encor combien de fois ces Pauvres industrieux n'abusent-ils pas de la facilité de ces cœurs compatissans, dont souvent * plusieurs à la fois contribuent à la fainéantise & à la débauche d'un seul ménage.*

Que ne se disent-elles au moment qu'elles veulent exercer leurs œuvres de miséricorde.

*„Je vais envoyer mon aumône à ceux, qui sont
„préposés à cet effet, je suis assuré de bien faire
„en me conformant aux vuës de mes Supérieurs,
„c'est à eux & non à moi de veiller, qu'il en
„soit fait un bon usage, & mon aumône sera d'au-
„tant plus agréable à Dieu, qu'elle sera accom-
„pagnée d'un sacrifice de mon amour propre &
„d'un acte de ma subordination.*

* Il seroit à souhaiter, que ceux, qui malgré la bonne raison persistent à vouloir distribuer leurs aumônes à leur choix, les donnassent au Commissaire Quêteur du Quartier du Pauvre, avec obligation de la lui donner clandestinement; par ce moïen on préviendroit au moins l'abus, que ces Pauvres ne tireroient de plusieurs à la fois.



T A B L E.

AVANT-PROPOS.	I
AVERTISSEMENT	14

INSTRUCTION pour la nouvelle Administra-
tion des Pauvres dans la Ville d'Anvers.

CHAPITRE PREMIER.

§. 1.	15
Aumôniers §. 2.	16
Commissaires Quêteurs §. 3.	18
Observations pour les Commissaires Quêteurs.	21
Commissaires Visiteurs. §. 4.	24
Observations pour les Commissaires Visiteurs.	28
Commissaires Distributeurs §. 5.	31
Observations pour les Commissaires Distributeurs.	33
Trésorier §. 6.	37
§. 7. Règle provisionnelle pour la Taxe de fix mois.	40
Instruction pour les Commissaires dans l'Exa- men à faire , pour former les Listes de la Taxe des fix mois.	42

CHAPITRE SECOND.

§. 1. Observations générales.	44
§. 2. Observations ultérieures.	45

CHAPITRE TROISIEME.

§. 1. Instruction pour les Médecins des Quar- tiers respectifs de cette Ville.	51
§. 2.	

- §. 2. Instruction pour les Chirurgiens des Quartiers respectifs de cette Ville. 55

CHAPITRE QUATRIEME.

- §. 1. Decret du Gouvernement. 58
 §. 2. Ordonnance de Messieurs le Sous-Ecoute, Bourguemaîtres, Echevins & Conseil de la Ville d'Anvers, publiée le 9 Août 1779. 61
 §. 3. Ordonnance de Messieurs le Sous-Ecoute, Bourguemaîtres, Echevins & Conseil de la Ville d'Anvers, publiée le 30 Août 1779. 69
 §. 4. Ordonnance de l'Impératrice Douairiere & Reine du 30 Octobre 1779. touchant la nouvelle Administration des Pauvres dans la Ville d'Anvers. 72
 §. 5. Ordonnance de Messieurs le Sous-Ecoute, Bourguemaîtres, Echevins & Conseil de la Ville d'Anvers, publiée le 3 Juillet 1780. 84



APPROBATION.

TOus les Païs de l'Europe sont inondés par une multitude innombrable de Volumes qui reclamants sans cesse le beau nom de l'Humanité, la releguent dans les espaces imaginaires du faux Philosophisme , corrupteur des mœurs & destructeur de la Religion.... Que n'avons nous moins des Philosophes & plus des Sages !... On se casse la cervelle à forger des systhemes non pas pour trouver la verité , mais pour produire du nouveau, quand même ce seroit la plus fiere sottise , on s'occupe avec violence de l'Histoire naturelle des Animaux , des Coquillages , pendant qu'on neglige de jeter un regard de pitié sur son semblable , qui élevé dans l'oïseté mere de la corruption , gémit sous le poids de l'hideuse indigence & se ressent sans le connoître que la BIENFAISANCE tant vantée n'existe presque plus que dans les phrases vuides dont la Philosophie du jour se pare.

C'est la sagesse religieuse du Magistrat de notre Ville qui fit éclore successivement ce Code excellent de la Charité Chrétienne & agissante , qui tout petit qu'il est & depourvu de tout faste , magnifique dans ses effets, n'en est que plus brillant par sa simplicité pleine de remarques sages & lumineuses ; c'est ici que la Sagesse & la Religion.

ligion réunies vérifient la maxime d'un Ancien :
Et in colendo sapere debemus & in sapiendo colere.

Il est à espérer que cet exemple d'Humanité & de Bienfaisance les plus vraies marquées dans ce *Traité touchant la Suppression de la Mendicité & l'Administration des Pauvres dans la Ville d'Anvers*, couronné du plus beau succès, excitera l'attention de tout le monde , afin que la Mendicité, l'opprobre du genre humain, soit un jour généralement supprimée & inconnue à nos Successeurs, rien donc de plus utile, que de le rendre publique par l'impression.

Donné à Anvers 28 9bre 1780.

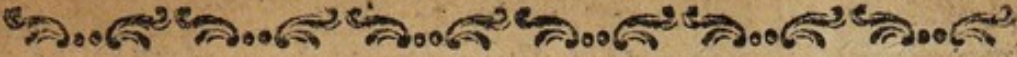
*P. S. VAN EUPEN S. T. L.
Chan. Gr. Pen. & Archi-Pr.
du Distr. d'Anvers Censeur de
Livres.*



LE Traité touchant la Suppression de la Mendicité & l'Administration des Pauvres dans la Ville d'Anvers, peut être imprimé.

Bruxelles le 11. xbre 1780.

*P. REUSS Conseiller & Procureur
Général.*


Il se trouve dans ce petit *Traité* quelques
Fautes d'impression, qui seront corrigées dans
l'impression suivante; voici les plus essentielles.

Pag. 5. Lin. 9. *ancieus* lisez *anciens*.

Pag. 7. Lin. 1. *songer, la derniere* lisez *songer la dernière*,

Pag. 11. Lin. 9. *Tratié* lisez *Traité*.

Pag. 20. Lin. 4. *celui-ci* lisez *celle-ci*.

Lin. 6. *le* lisez *la*.

Pag. 25. Art. 2. Lin. 3. *annuels* lisez *casuels*.

Pag. 33. Lin. 2. *chouche* lisez *couche*.

